

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

RAPPORTS DES CONSULS
ET DE LA
MARINE DE GUERRE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE
le 24 Mai 1932, à 14 heures

PAR
PIERRE-MARIE LENAIN

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE

Suffragants : MM. BASDEVANT
GIDEL

IMPRIMERIES PAUL VALLIER
CLERMONT-FERRAND-PARIS

1932

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

RAPPORTS DES CONSULS
ET DE LA
MARINE DE GUERRE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE
le 24 Mai 1932, à 14 heures

PAR
PIERRE-MARIE LENAIN

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE
Suffragants : MM. BASDEVANT
GIDEL

IMPRIMERIES PAUL VALLIER
CLERMONT-FERRAND-PARIS

1932

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A
MONSIEUR ÉMILE LASBAX

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE CLERMONT-FERRAND



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le Prince de Talleyrand disait un jour :

« Que de choses il faut savoir pour être un bon consul ! car les attributions d'un consul sont variées à l'infini,... elles exigent une foule de connaissances pratiques pour lesquelles une éducation particulière est nécessaire. »

Et en 1920, dans l'Europe Nouvelle », Monsieur Henri Mylès commençait une intéressante étude sur le question consulaire, de la spirituelle façon suivante :

« — Pardon, Monsieur, est-ce à l'officier d'état-civil, au notaire, au commissaire de la Marine, au bureau de recrutement, au commissaire de police, au conseiller financier, au président du tribunal consulaire ou au représentant des intérêts commerciaux français que vous désirez parler ?

— Peste, Monsieur le consul, vous devez être un vrai Pic de la Mirandole.

— Dites plutôt que je suis le Maître Jacques de la diplomatie.

« Ce dialogue, pour n'être pas absolument authentique, est pourtant d'une vérité profonde. Pour être parfaitement à même de remplir leur rôle, ils devraient exceller à la fois dans presque toutes les branches du savoir : Droit, économie politique, questions douanières, agriculture, affaires bancaires, commerce, langues étrangères, marine, administration militaire. »

En effet, les consuls sont chargés d'exercer toute l'autorité que le gouvernement conserve sur ses nationaux en pays étrangers. En conséquence, leurs fonctions se rattachent à presque toutes les branches de l'administration générale de l'Etat et par le fait même de ces fonctions diverses, ils se trouvent constamment en rapport avec les divers départements ministériels.

Certes, la plus éminente de leurs fonctions est de protéger le commerce extérieur auprès de l'autorité étrangère et de concourir à sa prospérité. C'est pourquoi, ils sont chargés

d'exercer un contrôle et une protection très particuliers sur les navires de commerce français qui voyagent à l'étranger et abordent dans les ports de leur résidence.

Mais à côté de cette fonction essentielle, il en est d'autres qui sont loin d'être sans importance. C'est ainsi que les consuls sont chargés de protéger leurs nationaux à l'étranger, établis dans le lieu de leur résidence. Ils exercent, en outre, à l'égard de ces mêmes nationaux une mission de contrôle, mission qui se manifeste en trois ordres de matières : la délivrance ou le visa des passeports, la légalisation d'actes, l'exécution de la loi militaire. De plus l'article 48 du Code Civil a posé le principe d'autres attributions des consuls comme officiers de l'état civil, notamment en matière de mariage. Les fonctions de nos consuls s'étendent encore à la confection des actes notariés. En matière judiciaire, ils possèdent de multiples pouvoirs relatifs à certaines enquêtes qu'ils sont chargés de mener, à des commissions rogatoires, à des arbitrages et à la transmission des significations judiciaires concernant les Français établis dans le lieu de leur résidence. Enfin dans les pays hors chrétienté, la juridiction consulaire possède une très vaste étendue.

En dehors de ces différentes fonctions, les consuls exercent d'autres attributions toutes particulières, dont l'importance et l'intérêt indéniables n'ont pas besoin d'être soulignés : ce sont celles qui ont trait à leurs rapports avec la marine de guerre. Elles constituent une partie tout à fait spéciale des attributions consulaires qui va faire l'objet de cette modeste étude.

II

Comment sont réglées les fonctions des Consuls dans leurs rapports avec la Marine Militaire

Les rapports de service des consuls avec la marine militaire constituent l'une des parties les plus importantes des fonctions consulaires et touchent à plusieurs questions graves et délicates. Ils sont régis depuis le 7 novembre 1833 par une ordonnance réglementaire élaborée par une commission spéciale et revêtue du double contreseing des ministres des affaires étrangères et de la marine.

D'après sa nature évidemment complexe, cette ordonnance contient des prescriptions dont les unes sont adressées aux consuls et les autres aux commandants des bâtiments de l'Etat. Il eut été difficile de scinder ces prescriptions et en admettant même que cette division fut praticable, elle n'eût pas conduit aussi sûrement au but que se proposait le gouvernement. Il ne pouvait au contraire qu'y avoir avantage à ce qu'une action, double de sa nature, fut réglementée simultanément et à ce que les consuls aussi bien que les capitaines des navires de guerre trouvassent dans un seul et même acte, l'indication complète de leurs devoirs et de leurs obligations réciproques. (Rapport au roi du ministre des affaires étrangères, 29 octobre 1833).

C'est en adoptant et en suivant le plus près possible le plan du texte capital de l'ordonnance de 1833 que nous allons aborder l'étude des différents rapports entre consuls et marine de l'Etat, tout en nous réservant la faculté de traiter aussi certains points qui se rattachent à la question et dont l'ordonnance de 1833 ne parle pas.

III

Correspondance des Consuls avec le Ministère de la Marine

Quoique les consuls soient exclusivement placés, depuis 1793, sous la dépendance du ministère des affaires étrangères, ils entretiennent néanmoins avec celui de la marine une correspondance directe pour tout ce qui concerne la marine de guerre française en pays étranger.

Le règlement du 8 août 1814, intitulé, « Instruction générale pour les consuls de France en pays étranger » contient les ordres suivants :

« Les consuls correspondront directement avec le Ministre secrétaire d'Etat de la Marine et se dirigeront d'après ses instructions en ce qui concerne la police de la navigation, les sauvetages, l'administration des prises (en temps de guerre), le service des bâtimens de l'Etat en relâche et les approvisionnements généraux dont ils pourraient être chargés, ils rendront un compte sommaire au Ministre des Affaires Etrangères de leurs opérations relatives à ces objets et ils lui présenteront à la fin de chaque trimestre leur état de situation en comptabilité avec le département de la Marine.

Dans le « précis sur les principales dispositions législatives et réglementaires relatives au service de la Marine dont l'exécution concerne les consuls, joint à la circulaire du 1^{er} octobre 1814 du Ministre de la Marine » il est déclaré :

« Les consuls doivent transmettre exactement au Ministre de la Marine tous les avis qui peuvent intéresser son département, ils doivent même dans les circonstances urgentes, ou lorsqu'ils le jugent utile, correspondre directement avec les administrateurs des ports de France et Colonies. »

De nos jours, cette correspondance porte principalement sur les mouvements des forces navales françaises et étrangères, les armemens et expéditions militaires dont les consuls peuvent avoir connaissance, les événements maritimes, les nouvelles institutions maritimes adoptées par les puissances

étrangères, le sauvetage, l'administration des prises en temps de guerre, la conduite tenue par les marins français de l'état dans le port de la résidence des consuls, les ressources que ces mêmes ports peuvent offrir pour l'approvisionnement des bâtiments de la flotte ou des arsenaux en munitions des différentes espèces, les découvertes et ouvrages utiles aux progrès des différentes parties de l'art de la guerre navale.

Les consuls doivent encore avoir soin d'adresser au Ministre de la Marine les nouvelles cartes, plans, avertissements et autres documents hydrographiques qui sont publiés dans le pays de leur résidence et de tous les changements qui peuvent survenir dans les bancs, amers et courants des ports de leur consulat.

Ils doivent donner exactement avis de l'établissement ou de la suppression des phares, tonnes et balises et de tous les changements notables qui surviendraient dans les bancs et amers, après avoir pris auprès des autorités locales les renseignements les plus précis à ce sujet.

Enfin, ils doivent communiquer au Ministre de la Marine en même temps qu'au Ministre des Affaires Etrangères, tous les renseignements qu'ils peuvent recueillir sur l'apparition des maladies contagieuses ou épidémiques dans les pays de leur résidence et sur les changements introduits dans les règlements sur la police des ports et sur la santé publique. (Circulaire de la Marine du 4 avril 1864).

Cette correspondance doit être divisée d'après l'organisation centrale du ministère de la Marine, suivant le procédé employé au ministère des Affaires Etrangères. Toute autre manière de procéder serait vicieuse et il y aurait des inconvénients d'autant plus grands à confondre, dans une même dépêche, des affaires de nature différente ressortissant par conséquent, à plusieurs directions du même ministère, qu'il en résulterait par suite de la longueur des extraits à faire en France et de la complication des écritures, sinon une impossibilité absolue du moins un retard souvent très préjudiciable tant pour la rapidité de leur expédition que pour la réception par les consuls des instructions dont ils peuvent avoir besoin. (Circulaires de la Marine de 1821, 1838, 1840, 1886).

A cette recommandation expresse, doit encore être ajoutée celle de rappeler dans la citation des dépêches antérieurement écrites ou reçues par les consuls, le timbre de la direction et

du bureau qu'elles concernent si ce timbre n'est pas le même que celui de la lettre qui contient la citation.

Il n'est pas commandé aux consuls de numéroter les dépêches qu'ils envoient au ministère de la Marine, mais il leur est recommandé d'inscrire à la marge de chacune d'elles une analyse sommaire du contenu et d'inscrire à la suite de cette analyse le nom de la direction que l'affaire traitée concerne.

Quant aux dépêches adressées par le ministère de la Marine aux consuls, elles ne sont signées personnellement par le Ministre que lorsqu'elles contiennent une décision ou des instructions relatives à une question importante. Les simples demandes d'information et les accusés de réception sont signés, sous l'autorisation du Ministre, par le chef de la direction ou du service dont elles portent le timbre. Il va sans dire, néanmoins, que toutes les réponses sont adressées directement au Ministre.

Les pièces de service que les consuls ont à transmettre au ministère de la Marine doivent toutes, également et invariablement être mises sous le couvert du Ministre et non sous celui des fonctionnaires ou des agents de l'administration centrale qui, ne jouissant pas de la franchise, ne sauraient être tenus de les recevoir et ne doivent d'ailleurs en être également saisis que par l'intervention directe du Ministre.

Quant à la conservation et à l'enregistrement à l'étranger de la correspondance des consuls avec le département de la marine, les règles à suivre à cet égard, sont les mêmes que celles pour la correspondance avec le ministère des Affaires Etrangères.

IV

Passage des Consuls à bord des Navires de Guerre

Le passage à bord des navires de guerre des consuls qui se rendent à leur poste ou qui rentrent en France est réglé par l'ordonnance du roi du 7 novembre 1833 sur les fonctions des consuls dans leurs rapports avec la marine militaire, au titre 1^{er} sous la rubrique. « Dispositions générales ».

Ce passage à bord des bâtiments de guerre n'est accordé aux consuls qui se rendent d'un port français à leur destination, qu'après une demande adressée par le Ministre des Affaires Etrangères au Ministre de la Marine.

Il en est de même, autant que possible, lorsque les consuls ont à demander passage sur les navires de guerre, soit pour satisfaire à des ordres de permutation, soit pour revenir en France.

Bien entendu, la correspondance constatant le fait de cette demande officielle doit être montrée aux officiers commandants.

Toutefois, exceptionnellement, en cas de décès des consuls à l'étranger, aucune justification de ce genre ne sera exigée pour assurer, s'il y a lieu, le retour de leur famille dans un port de France ou dans une colonie française.

Les consuls généraux et consuls admis à prendre passage à bord des bâtiments de guerre doivent y être traités selon leur rang d'assimilation avec les officiers de la marine de guerre, qui est réglé ainsi qu'il suit :

Le consul général, a rang de contre-amiral.

Le consul de 1^{re} classe, rang de capitaine de vaisseau.

Et le consul de seconde classe, rang de capitaine de frégate.

Les allocations pour le passage de ces agents sont payées aux officiers commandants sur les fonds de la marine, à charge de remboursement par le département des Affaires Etrangères, immédiatement après vérification.

Quant aux consuls qui croient devoir réclamer en faveur de tierces personnes le passage sur les bâtiments de guerre pour

revenir en France ou pour se rendre d'un point à un autre, hors de France, ils doivent toujours faire ces demandes par écrit.

Toute dépense de cette nature qui ne serait pas justifiée par une demande écrite des consuls, demeurerait alors au compte de l'officier commandant.

Les frais de passage dûment justifiés sont supportés par le département de la Marine ; s'ils concernent des hommes de mer et pour tous autres individus, ils sont remboursés par le ministre des Affaires Etrangères, sauf recours contre qui de droit.

Lorsqu'un passage annoncé n'a pas lieu, il est payé à l'officier commandant du navire une indemnité égale à la moitié de l'allocation qui aurait été due d'après les tarifs si le fait du passage s'était accompli.

Cette dépense est supportée par le département des Affaires Etrangères dans le cas où l'incident résulte soit d'une révocation de ses ordres, soit de ce que le passager annoncé n'a pas pris place à bord à l'époque indiquée pour le départ ; elle demeure à la charge du département de la Marine, si le navire a levé l'ancre avant cette époque, ou si la destination a été changée.

Notons enfin, que le règlement royal du 1^{er} décembre 1833 règle la position des fonctionnaires consulaires sur les navires de guerre. Il est ainsi conçu :

« Les ambassadeurs, les ministres plénipotentiaires, les ministres résidents, les chargés d'affaires, les premiers et seconds secrétaires d'ambassade, les secrétaires de légation, les consuls de première et de deuxième classe, le premier drogman de l'ambassade de Constantinople, le secrétaire interprète du roi pour les langues orientales, doivent prendre place à la table du commandant. Les attachés payés, l'élève consul, le chancelier de la mission diplomatique, le premier et second drogman d'un consulat général, le drogman-chancelier, le second et le troisième drogman de l'ambassade de Constantinople, sont placés à la table de l'état-major ; enfin, l'élève drogman est admis à la table des élèves. »

V

Arrivée de Navires de Guerre français dans un Port étranger

(Arrivée proprement dite. Salut à l'arrivée. Visites)

Lorsque les bâtiments de guerre français se disposent à entrer dans un rade ou dans un port étranger, le consul, s'il a connaissance de quelque maladie épidémique ou contagieuse, doit en donner promptement avis aux officiers commandants. Il doit au surplus, faire toutes les démarches nécessaires pour préparer et maintenir le bon accord entre les officiers commandants et les autorités locales et éclairer par conséquent les premiers sur les honneurs à rendre à la place d'après les règlements ou les usages, en les instruisant des précédents consacrés à cet égard par les bâtiments de guerre des autres nations.

Autrefois, on attachait une grande importance à certaines pratiques du cérémonial maritime international que l'on considérait non pas comme une simple politesse, mais comme « une marque d'infériorité ou de déférence de la part de ceux qui s'y soumettaient. » Il n'en est plus de même aujourd'hui ; la question du salut fait par les navires de guerre aux places et forteresses étrangères est réduite de nos jours à un acte de courtoisie. Il doit toujours être rendu coup pour coup, parce qu'il est à proprement parler le salut d'une nation à une autre et que toutes deux étant également souveraines, ont les mêmes droits et occupent le même rang. On comprend aisément pourquoi dans ce cas les bâtiments arrivants doivent saluer les premiers et pourquoi le salut avant d'être fait est d'abord traité à terre par l'intermédiaire des consuls qui peuvent seuls s'assurer qu'une fois effectué, il sera immédiatement rendu. (Décret du 20 mai 1885 sur le service à bord des bâtiments de la Flotte).

Ce salut est presque de rigueur ; cependant il est admis maintenant que les bâtiments qui n'ont qu'une artillerie peu nombreuse en soient dispensés. La courtoisie internationale veut seulement que, dans ce cas, les consuls et les commandants des bâtiments fassent connaître à l'autorité territoriale

compétente les motifs d'abstention et empêchent ainsi que le défaut de salut puisse être interprété comme un manquement aux convenances et encore moins comme une offense.

Les consuls sont du reste tenus de rendre compte aux deux ministres des Affaires Etrangères et de la Marine de toutes les difficultés qui pourraient s'élever dans les ports de leur résidence au sujet du salut, soit qu'il n'ait pas été fait, soit qu'il n'ait pas été rendu à la commune satisfaction des deux pavillons.

Donc, de nos jours, les commandants des bâtiments de guerre sont dans l'obligation, en vertu de leurs simples instructions générales, de saluer les forts et les places fortes des puissances amies dans les rades desquelles ils abordent. Il n'y a aucune exception à cette prescription. Jadis, l'article 1^{er} du titre IV de l'ordonnance de 1871 avait établi que dans le Levant nos bâtiments de guerre ne salueraient les forteresses du Grand-Seigneur qu'après en avoir été salués les premiers lorsqu'ils relâchent dans les ports de la domination Ottomane du Grand-Seigneur, comme ils le font partout ailleurs. Mais, il est enjoint à ces commandants de se concerter toujours préalablement avec les consuls, afin de s'assurer que le salut sera exactement rendu et que notre pavillon sera traité avec tout le respect qui lui est dû.

Jadis, le pavillon national arboré sur la maison consulaire était salué en Levant de vingt-et-un coups de canon à l'arrivée de tout bâtiment de guerre ; cet usage est tombé en désuétude et sous ce rapport encore les résidences dans les pays musulmans sont complètement assimilées aujourd'hui à celles des pays de chrétienté.

Lors de l'arrivée de bâtiments de guerre, le rôle des consuls ne se borne pas à cette question du salut donné ou rendu. Ils sont alors les gardiens du prestige national. En conséquence, ils doivent tenir la main à ce que les bâtiments de guerre français soient traités avec les égards auxquels a droit le pavillon national et à ce qu'on leur concède toutes les immunités et tous les privilèges qui découlent des principes généraux du droit des gens et que nous accordons invariablement dans nos ports au pavillon de guerre de toutes les marines étrangères. Le plus essentiel de ces privilèges est celui de l'exterritorialité du bord et, comme conséquence naturelle, l'exemption de toute descente de police ou de justice et la dispense de toute visite douanière.

Notons enfin que dans tous les pays où l'usage l'autorise, le pavillon national doit être arboré au consulat tant à l'arrivée qu'au départ de tout bâtiment de guerre.

A l'arrivée de navires de guerre, dans les ports de leur résidence, les consuls doivent faire connaître aux commandants de ces bâtiments les usages relatifs aux visites officielles à faire aux autorités territoriales. Il est prescrit aux officiers de se conformer sous ce rapport aux usages généralement reçus dans le pays où ils abordent et, en fait, ils se bornent d'ordinaire à faire au gouverneur ou commandant supérieur de la place une première visite qui est rendue tantôt en personne, tantôt par l'envoi à bord d'un aide de camp, suivant le rang des personnes et les usages consacrés dans chaque pays.

Mais, sur certains points, notamment lorsque le séjour des bâtiments sur rade doit se prolonger assez pour donner lieu à des rapports plus fréquents soit avec les autorités consulaires, soit avec les autorités locales ou territoriales, soit simplement avec les habitants du pays, cette première visite ne suffit pas toujours et il peut être utile ou même d'usage d'en faire d'autres à diverses autorités soit militaires, soit civiles. Les officiers commandants ne sauraient que suivre les indications fournies à cet égard par les consuls qui les accompagnent du reste dans toutes les visites officielles et les présentent eux-mêmes. Leurs instructions ne leur en font pas une stricte obligation mais celle-ci résulte pour eux du devoir qui leur est imposé de s'attacher à conserver, dans leurs relations avec les commandants des bâtiments de l'Etat et dans les affaires où leur action se combine avec celle de ces officiers, le bon accord sans lequel il serait absolument impossible d'accomplir régulièrement la tâche commune qui leur est imposée.

Les consuls et les officiers de la marine militaire, à l'arrivée de chaque bâtiment, doivent échanger entre eux une visite officielle. La première visite doit être faite par les membres du corps consulaire, quel que soit leur grade, aux officiers généraux de la marine, commandants en chef une armée, escadre ou division navale ; les consuls généraux la reçoivent au contraire des capitaines de vaisseau, chefs de division qui l'attendent eux-mêmes des consuls et autres fonctionnaires consulaires de tout rang. Les capitaines de vaisseau commandants font la première visite aux consuls généraux, consuls et gérants des consulats généraux et consulats. Les capitaines de frégate et lieutenants de vaisseau commandants ont les

mêmes obligations que les capitaines de vaisseau commandants. Ils doivent en outre la première visite aux vice-consuls, mais ils l'attendent des agents consulaires.

Dans tous les cas où des officiers de l'armée de mer font ou rendent une visite officielle aux agents consulaires, ils sont reçus au débarcadere par un membre du consulat qui les conduit à la résidence de l'agent. Les vice-consuls n'ayant pas toujours auprès d'eux un officier consulaire, les officiers de marine se concertent à l'avance avec eux pour fixer l'heure où la visite sera faite.

Toutes les fois que le temps le permet, ces visites doivent être rendues dans les vingt-quatre heures ; elles se font de part et d'autre en uniforme, mais n'ont lieu qu'à la première arrivée d'un bâtiment de l'Etat sur une rade ou dans un port où réside un consul.

Les consuls qui se rendent officiellement à bord d'un bâtiment de l'Etat pour y faire ou rendre une visite au commandant doivent porter le pavillon national à l'arrière de leur canot qui est, au surplus, habituellement mis à leur disposition par le commandant tant pour les amener à bord que pour les reconduire à terre.

Lors de leur visite officielle à bord, les consuls sont assimilés aux officiers de marine. Considérés comme officiers supérieurs, ils ont droit aux honneurs militaires de la part des commandants des forces navales.

Ces honneurs ont été réglés par l'ordonnance royale du 31 octobre 1827. Les consuls généraux salués de neuf coups de canon sont reçus en haut de l'escalier de tribord par le commandant du bâtiment, les officiers et aspirants de quart, la garde ayant l'arme au pied et le tambour se tenant prêt à battre. Les consuls de première classe, salués de sept coups de canon, sont reçus sur le gaillard d'arrière par le commandant du bâtiment, la garde formant la haie sans armes. Les consuls de seconde classe sont salués de cinq coups de canon ; ils sont reçus sur le gaillard d'arrière par l'officier en second du bâtiment qui les conduit auprès du commandant, la garde ne s'assemble pas. (De Cussy. « Règlements consulaires »). Enfin ajoutons que les agents consulaires peuvent être également salués de cinq coups de canon, selon les circonstances ou la teneur des inscriptions ; ils sont reçus sur le gaillard d'arrière par l'officier en second du bâtiment, la garde ne s'assemble pas.

VI

Droit de Police sur les Navires de Commerce français en rade ou dans le port

Les consuls sont directement et spécialement chargés de la surveillance et de la police des navires de commerce français et de leurs équipages. Ce pouvoir disciplinaire toutefois ne leur appartient que lorsqu'il ne se trouve pas de bâtiment de l'Etat dans leur résidence. Dans le cas contraire, ce serait le commandant de celui-ci qui en serait seul investi.

L'article 10 de l'ordonnance du 7 novembre 1833 est ainsi conçu :

« Conformément à l'article 19 de notre ordonnance du 29 octobre dernier, les consuls devront remettre le droit de police sur les navires de commerce français en rade aux officiers commandants des bâtiments du roi qui apparaîtront dans leur résidence.

« Toutefois, si l'officier commandant ayant à reprendre la mer dans un délai de moins de huit jours, s'abstient de revendiquer l'exercice de cette attribution, les consuls en demeureront investis, à moins que dans l'intérêt de la discipline et du bon ordre, ils ne croient indispensable que le commandant en soit chargé, auquel cas ils devront lui en faire la demande officielle.

« Il en serait de même si les consuls croyaient devoir pour des motifs analogues inviter le commandant à les seconder dans l'exercice de leur droit de police sur les navires de commerce stationnés dans le port. »

En vertu de ce texte, pendant longtemps les commandants des bâtiments de la marine de guerre n'exerçaient la police des navires et équipages français que sur les rades étrangères et les consuls en restaient chargés à l'égard des navires de commerce ancrés ou mouillés dans les ports. « Les consuls se rappelleront que lorsque des bâtiments du roi se trouvent dans les rades, le commandant de ces bâtiments exerce la police sur les navires de commerce français mouillés sur ces mêmes

rades, mais le consul conserve la police sur les navires mouillés dans l'intérieur des ports ou faisant leur chargement ou déchargement. »

Aujourd'hui, depuis la promulgation du décret-loi du 24 mars 1852, les commandants à la mer sont chargés exclusivement du pouvoir de police, aussi bien dans les ports que sur les rades : cette disposition a été dictée par une appréciation rationnelle de la nature des choses : car si en France, en Angleterre et sur plusieurs points situés dans les mers du Nord, il est facile de déterminer la séparation du port et de la rade, cette délimitation est presque toujours impossible dans la majorité des cas.

L'espèce de partage de prérogatives, qui existait avant le décret-loi de 1852, établie pour des circonstances purement éventuelles, suffisait, certes, pour indiquer que les consuls et les commandants devaient se prêter un mutuel appui. Mais, elle pouvait faire naître entre consuls et commandants de graves et délicats conflits d'autorité. Aussi le texte de 1852, en créant l'unité de disposition du droit de police, permet-il de mieux faire respecter la force destinée à protéger le commerce national et l'autorité chargée de défendre les intérêts des navigateurs français dans les ports étrangers.

Il peut arriver que le commandant d'un bâtiment de l'Etat qui mouille sur une rade étrangère pour s'y ravitailler et qui ne compte y faire qu'un court séjour ne réclame pas le droit de police sur les équipages des bâtiments marchands présents sur les lieux et offre au consul de lui en abandonner l'exercice. A moins de circonstances locales tout à fait exceptionnelles, nous ne pensons pas qu'en présence des termes formels du décret du 24 mars 1852, le consul soit fondé en droit à accepter cette espèce de délégation de pouvoirs, parce qu'à côté du simple droit de surveillance se trouve le droit de répression qui en dérive et qu'un consul ne peut exercer légalement qu'à défaut de bâtiment de l'Etat présent sur les lieux.

On conçoit cependant que le pouvoir conféré aux commandants des bâtiments de l'Etat ne puisse être exercé par eux, hors du bord des navires français ; il ne s'agit plus en effet alors de l'action exclusive de la loi française et toutes les fois que la loi territoriale se trouve en jeu, c'est au consul et à celui-ci seul qu'il appartient de l'interpréter, d'en surveiller la juste application et de réprimer ou de faire réprimer les contraventions qui pourraient être reprochées à nos marins.

Par ce motif, lorsque la police sur les bâtiments de commerce est exercée par le commandant d'un bâtiment de guerre, celui-ci ne doit permettre aux équipages de descendre à terre qu'après s'être enquis auprès du consul s'il ne saurait en résulter aucun inconvénient. (Circulaire du ministre des Affaires Etrangères du 1^{er} septembre 1884). Le consul est en effet seul en position de se rendre compte à l'avance des suites fâcheuses que pourraient entraîner à terre l'inconduite des matelots ou les désordres ou excès commis par eux.

VII

Concours des Consuls pour la conclusion des marchés des navires de guerre

L'ordonnance du 7 novembre 1833, dans ces articles 11, 12 et 13 relatifs à la question du concours des consuls pour la conclusion des marchés des navires de guerre, s'exprimait en ces termes :

« Dans le cas de relâche ainsi que dans le cas où les bâtiments de guerre viendraient en mission ou en station, le consul comme suppléant l'administration de la marine fera pourvoir à leurs besoins de toute nature. »

« Le consul ne procédera à ce service que sur des états de demande dressés, soit par le conseil d'administration de bord pour les bâtiments armés avec des équipages de ligne, soit par l'agent chargé de la comptabilité et par l'officier en second pour les bâtiments qui ne seraient pas armés de cette manière. Les demandes devront être approuvées par l'officier commandant. »

« Après avoir examiné les demandes des bâtiments, le consul se mettra en mesure d'y satisfaire dans les limites fixées par les règlements de la marine. »

« Il passera tous marchés nécessaires en présence de l'agent chargé de la comptabilité et des officiers désignés par le commandant pour assister à cette opération. Les marchés devront être visés par le commandant. Le consul se conformera et veillera à ce que l'on se conforme, pour le nombre, la nature et la forme des pièces justificatives de la dépense aux règlements et instructions sur la comptabilité de la marine. »

Il résultait de ce texte que la passation des marchés était dévolue aux consuls. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La passation des marchés relatifs aux besoins de toutes sortes des navires de guerre appartient comme de juste aux administrations de bord, mais comme celles-ci ne sauraient recueillir de la part des consuls que d'utiles notions non pas seulement sur

les moyens de ravitaillement mais encore sur le plus ou moins de probabilité d'obtenir un bon service de tels ou tels soumissionnaires, c'est en leur présence et dans leur chancellerie que les marchés doivent être passés.

L'instruction du 19 octobre 1911 relative au rôle des consuls en ce qui concerne le service de la Marine déclare : « les administrations de bord ont intérêt à demander le concours des agents diplomatiques et consulaires pour effectuer au mieux des intérêts du Trésor les dépenses qu'ils ont à faire à l'étranger. Les agents ne sauraient d'ailleurs se soustraire à l'obligation de faire bénéficier les autorités du bord de la connaissance spéciale qu'ils ont des ressources de leur résidence ainsi que des usages locaux du commerce. »

Lorsque la relâche doit être de courte durée, le commandant de la force navale ou du bâtiment a la faculté de prévenir à l'avance le consul de son arrivée. Dans ce cas, celui-ci avertit le commerce local en temps utile du détail et de la quantité des approvisionnements qui seront à livrer.

Si la marine n'a pas de marché en cours dans la localité, le commandant se fait renseigner par l'autorité consulaire sur les prix des articles nécessaires à la force navale ou au bâtiment.

Les marchés sont donc passés à la Chancellerie en présence de l'autorité consulaire qui met à la disposition de l'officier chargé de passer le contrat le registre des marchés et la collection de ces actes, lui soumet s'il y a lieu toutes les observations qu'elle juge propres à le guider et lui indique en particulier si l'adjudication ou l'appel à la concurrence peut être limitée sans inconvénient aux industriels de nationalité française.

Lorsque cet officier ne croit pas devoir prendre ces observations en considération, l'autorité consulaire peut les adresser par écrit au commandant de la force navale ou au commandant du bâtiment dont l'approbation est indispensable pour rendre les marchés exécutoires.

Le commandant reste libre de donner à ces observations, sous sa propre responsabilité telle suite qu'il juge convenable et en avise l'autorité consulaire. Mais, dans le cas où il n'y fait pas droit, il consigne les motifs de sa décision dans le rapport qui est adressé au département ministériel avec les expéditions du marché.

L'acte qui est dressé, lors de la passation du marché doit expressément faire mention que c'est en présence du consul et

dans sa chancellerie que le marché en question a été passé. L'autorité consulaire est en outre tenue d'apposer sa signature et le sceau du consulat sur tous les contrats passés dans sa chancellerie. Jadis, l'acte était dressé en triple expédition originale, revêtu des signatures des fournisseurs, des membres de la commission et du commandant. Une de ces expéditions était remise au fournisseur, une autre était jointe à la comptabilité de la division navale ou du bâtiment ; la troisième était déposée à la chancellerie du consulat. Elle était annotée par le commissaire d'armée, d'escadre, ou de division et par le commandant du bâtiment d'observations concernant la manière dont les conditions du marché avaient été remplies.

Depuis le 11 juillet 1922, les marchés de la marine de guerre passés à l'extérieur sont établis en deux originaux revêtus de la signature des fournisseurs, de celle de l'autorité qui a procédé à la passation de ces marchés, du visa et du sceau de l'autorité consulaire s'il y a lieu et de l'approbation du commandant en chef ou du commissaire, à l'exception de ceux réservés à la sanction du ministre.

Le premier de ces originaux reste à l'appui des archives de la force navale ou du bâtiment. Le second est remis à l'adjudicataire.

Indépendamment de ces deux originaux, les autorités de la force navale ou du bâtiment adressent par bordereau spécial au Département sous le timbre « commission centrale des marchés » accompagnés des justifications administratives prévues, deux copies du contrat. Elles déposent en outre à la chancellerie du consulat une ampliation du marché qui est répertoriée à sa date sur le registre conservé par le consulat pour être remis avec la collection des marchés à la disposition des bâtiments. Ce registre est annoté par les autorités de bord des observations relatives à la façon dont le contrat a été exécuté.

Enfin, pour permettre aux bâtiments de produire des pièces de dépenses accompagnées de toutes les justifications réglementaires, les agents diplomatiques et consulaires doivent notamment :

Viser les certificats du cours du change et au besoin les établir.

Avérer les signatures données en caractères étrangers.

Délivrer des traductions certifiées conformes des pièces de dépenses écrites en langues étrangères.

Certifier sur les factures des fournisseurs le droit des représentants de donner quittance au lieu et place des créanciers réels.

Légaliser les signatures.

Communiquer aux bâtiments de passage la copie des marchés déposés dans leurs archives.

Ajoutons que le cautionnement affecté à la garantie des engagements pris par le négociant et à la bonne exécution de son traité est effectué en numéraire ou en une lettre de change acceptée par un commerçant de la localité agréé par l'autorité consulaire. Le cautionnement est déposé dans la caisse de la chancellerie.

La preuve du dépôt de cautionnement étant exigible à l'appui du premier paiement fait en vertu d'un marché stipulant cette obligation, il appartient à l'autorité consulaire de délivrer le certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Il est utile ici de préciser une observation relative à la passation des marchés de la marine de guerre dans les consulats. Le système d'adjudication publique a pour but d'appeler pour la soumission des fournitures, une concurrence utile aux intérêts du Trésor. Néanmoins, on s'astreint rarement à l'étranger à ce mode de procéder dans l'espoir d'obtenir un meilleur service. C'est souvent un abus et nous pensons qu'afin de dégager leur responsabilité, les consuls devraient toujours insister pour que les marchés passés dans leur chancellerie eussent lieu par adjudication publique.

Dans les ports de station, les instructions générales du ministre de la Marine veulent du reste qu'il en soit ainsi chaque fois, à moins que des circonstances inhérentes à la localité et d'une nature exceptionnelle n'y mettent obstacle. (Circulaires de la Marine du 30 novembre 1845, 24 novembre 1869, 19 août 1880). Mais, dans ce cas, les consuls aussi bien que les officiers commandants sont tenus de rendre compte des motifs qui ont pu nécessiter une semblable dérogation à la règle. Même pour les marchés de gré à gré on doit également faire appel à la concurrence, sauf le cas d'impossibilité absolue. Dans le cas d'une adjudication publique restreinte (Article 71 du décret du 31 mai 1862) ne sont admis à concourir

que les négociants qui se présentent munis d'une autorisation délivrée à cet effet par le consul de France.

Il peut arriver qu'un bâtiment ayant besoin de fournitures ne puisse pas, pour des motifs d'une urgence extrême passer un marché. Dans ce cas, il doit en être dressé procès-verbal qui est mis à l'appui des états de dépenses. Nous estimons en outre que les fournitures peuvent, s'il y a à cet égard accord entre le Conseil d'Administration du bord et le soumissionnaire, être faites d'après les clauses et conditions du dernier marché passé par un autre bâtiment. C'est au consul à apprécier s'il n'y a pas d'inconvénient pour le Trésor à prêter la main ~~et~~ cet arrangement, il n'y a d'ailleurs pas lieu dans ce cas de transmettre au ministre une nouvelle ampliation du marché.

Les mêmes règles doivent être suivies pour les actes additionnels qu'il y aurait lieu de passer suivant les nécessités du service à l'effet de modifier ou de proroger les marchés primitifs. En aucun cas, il ne doit être stipulé d'augmentation de prix, l'autorité maritime devant au contraire s'efforcer d'obtenir des conditions plus avantageuses. Il convient d'ailleurs de réserver à la sanction du ministre l'approbation définitive des actes additionnels, sauf à les rendre immédiatement exécutoires dans les cas d'urgence.

Une dernière recommandation est enfin faite relativement à ces marchés aux autorités maritimes et consulaires en ce qui touche l'utilité de stipuler que les fournisseurs auront lieu en poids, mesures et monnaies de France, toutes les fois que cela sera possible.

En outre, indépendamment de leur assistance à la passation des marchés, le concours des consuls est encore nécessaire pour donner à certaines pièces justificatives à produire par les administrations de bord un caractère d'authenticité et de régularité convenable.

Ainsi, les signatures des agents de change ou négociants qui délivrent les certificats constatant le cours du change doivent toujours être légalisées par les consuls et à ce sujet nous rappellerons que comme ces certificats du cours du change sont presque toujours fournis aux administrations de bord par l'intermédiaire des chancelleries, les consuls doivent avoir soin de prendre les informations les plus précises sur la réalité du cours déclaré et s'assurer que les certificats visés par eux ont

tous les caractères de la sincérité. Comme les traites de bord tirées sur le Trésor Public jouissent partout avec raison du premier crédit, la négociation doit s'en faire à un taux supérieur ou au moins égal au meilleur papier de commerce et de banque. Le ministre de la Marine a donc le droit d'exiger que la comparaison des certificats de change légalisés dans les consulats et fournis à l'appui de la comptabilité des bâtiments de guerre avec le cours officiel du commerce, fasse ressortir constamment la preuve de la vigilance exercée à cet égard par le consul.

Dans les pays étrangers, les traites de bord ou consulaires peuvent être délivrées soit à l'ordre des fournisseurs directement, soit à l'ordre des bailleurs de fonds. Dans le premier cas, les fournisseurs doivent apposer leur acquit sur les états de paiement ou sur les factures sans qu'il soit nécessaire de réclamer d'eux un reçu spécial de la traite. Lorsque les traites sont délivrées à l'ordre des bailleurs de fonds, deux sortes de justification sont obligatoires. Les tireurs doivent, d'une part, se faire remettre par le bailleur de fonds un reçu en double expédition de la traite : l'une de ces expéditions est conservée à l'appui de la comptabilité de bord, l'autre est adressée au ministre avec l'avis d'émission. D'autre part, les factures ou les états de paiement doivent être revêtus des quittances des créanciers réels du Trésor. Il n'y a pas lieu de faire signer ces états par le bailleur de fonds.

Ajoutons, enfin, qu'il est instamment recommandé au commandant ou au commissaire de noter sur un registre tous les renseignements qu'il peut recueillir tant près des bâtiments, que près des autorités consulaires sur les fournisseurs, les matières, objets et denrées, les usages locaux, la facilité de négociation des traites, les moyens de transport et d'embarquement, en un mot, toutes les indications pouvant faciliter la conclusion des marchés, en cours de campagne.

VIII

De l'intervention des Consuls dans l'acquittement des dépenses de la Flotte à l'Étranger

Les consuls étaient appelés autrefois à intervenir dans toutes les opérations relatives à l'acquittement et à la justification des dépenses de la flotte en pays étrangers.

L'ordonnance du 27 septembre 1776 sur les fonctions des officiers de marine à bord des bâtiments de l'Etat relativement aux consommations et remplacements des munitions et des effets en cours de campagne avait chargé les consuls de pourvoir dans les ports étrangers au ravitaillement de ces bâtiments et à leurs besoins de toute nature.

Quant à l'ordonnance du 7 novembre 1833, elle déclarait en son article 14 : « A la fin de chaque trimestre, le consul dressera un compte qu'il transmettra par les voies les plus promptes au ministre de la Marine avec les pièces justificatives à l'appui. »

« A la même époque et pour payer les fournisseurs ou pour se rembourser des paiements directs qu'il leur aurait faits, le consul émettra jusqu'à concurrence du montant de la dépense constatée, des traites sur le Trésor Public à viser pour acceptation par le ministre de la Marine. Il se conformera ponctuellement quant à cette émission de valeurs aux instructions qui lui seront adressées par ce même ministre. »

Ce mode de procéder fort compliqué dans son application avait entraîné des inconvénients aussi graves que nombreux et en 1841, à la suite d'une correspondance échangée entre les deux ministres des Affaires Etrangères et de la Marine, il dut être abandonné. Les consuls furent en conséquence exonérés de l'obligation qui leur était antérieurement imposée de pourvoir à l'aide de traites sur le Trésor Public, aux dépenses qu'occasionnent dans les ports de leur résidence les bâtiments de l'Etat et d'en justifier selon les formes réglementaires.

Cette disposition a été définitivement sanctionnée par l'ordonnance du 7 novembre 1845 qui a consacré les dispositions de la circulaire ministérielle du 22 avril 1841. Les traites concernant les bâtiments de guerre à l'étranger sont aujourd'hui émises par le commandant, conjointement avec l'officier

chargé de l'administration. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles et lorsque le départ subit des bâtiments a mis les officiers chargés du soin de tirer ces traites dans l'impossibilité de liquider la totalité des dépenses faites par eux, que les consuls sont chargés de les acquitter.

Ils émettent à cet effet des traites sur le Trésor. Avant de procéder à leur émission, les consuls doivent, toutes les fois que les circonstances le permettent, demander l'autorisation de tirer au ministre de la Marine, à l'adresse de la direction de la comptabilité générale : bureau des dépenses d'outre-mer. Les traites émises sur le caissier-payeur central du Trésor Public doivent être émises par première et seconde à un mois de vue. Le numéro d'ordre doit être le même pour le primata et le duplicata. Les avis d'émission et les pièces justificatives des traites doivent être adressés au ministère de la Marine, à la direction de la comptabilité générale, le jour même de leur émission. Toute infraction à cette règle obligerait le ministre de la Marine à refuser son acceptation et à laisser en souffrance la signature du tireur. Les dépenses faites avec émission de traites sur le Trésor ne comportent aucune bonification.

« En dispensant les consuls d'intervenir dans les opérations relatives à l'acquittement et à la justification des dépenses de la Flotte en pays étranger, on ne pouvait cependant pas exempter ces agents de l'obligation de participer aux opérations qui s'y rattachent et de contribuer par tous les moyens en leur pouvoir à assurer le service des approvisionnements des bâtiments de l'Etat, aux meilleures conditions possibles pour le Trésor. Ils doivent donc aider de leur concours les commandants des bâtiments pour les éclairer sur les usages de la localité, les moyens de ravitaillement qu'elle présente et les garanties qu'offrent les soumissionnaires des marchés ainsi que pour faciliter aux officiers le placement de leurs traites et les moyens de justifier leurs dépenses ». (Circulaire du ministre des Affaires Etrangères du 5 juin 1841).

De nos jours, en vertu de l'instruction du 19 octobre 1911 relative à la comptabilité des agents diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne le service de la marine, les consuls ont l'obligation d'assurer le paiement d'un certain nombre de dépenses du service de la Marine Militaire. Ces dépenses concernent notamment :

Les frais d'entretien et de transport du personnel de la Marine.

Les dépenses que, pour une cause quelconque, les autorités des bâtiments de l'Etat ne peuvent régler au moyen de traites de bord.

Dans ce cas, l'administration du bord doit remettre avant départ au consul les états des sommes restant à payer accompagnés de toutes justifications réglementaires et plus particulièrement du certificat constatant soit la prise en charge, soit le service fait. Si cette remise ne peut être faite en chancellerie, l'unité adresse par la poste les justifications de dépense au consul compétent.)

Les paiements de la solde et des accessoires de solde des officiers de marine et marins de l'Etat en séjour ou de passage dans une résidence consulaire.

Les frais de transbordement et de réexpédition du matériel de l'Etat en cours de route.

Les paiements spécialement autorisés par dépêches ministérielles (remboursement de cessions à des gouvernements étrangers, règlement de fournitures ou de dépenses en suspens, versement de subvention ou d'indemnité, etc.)

Les autorités consulaires soldent les dépenses de la Marine soit de leurs deniers personnels, soit au moyen de traites émises à l'ordre des créanciers réels ou des bailleurs de fonds.

Pour obtenir le remboursement, à Paris, des sommes payées de leurs deniers personnels, les autorités consulaires adressent trimestriellement les pièces justificatives des dépenses au ministère des Affaires Etrangères, à la direction de la comptabilité, qui les transmet au département de la Marine.

Si les paiements sont effectués en monnaie étrangère, la conversion en monnaie française est calculée d'après le change fixe arrêté annuellement pour chaque pays par le ministère des Affaires Etrangères.

Après vérification des pièces, le remboursement auxdits agents du montant de leurs avances, accru de la bonification de deux pour cent, est effectué au moyen d'ordonnances délivrées à Paris à leur profit et payables entre les mains de leur fondé de pouvoir.

Aux termes de l'article 66 du décret du 20 décembre 1890, les menues dépenses ne dépassant pas 50 francs faites pour le compte de divers ministères sont acquittées par les chefs de poste de leurs deniers personnels. Le remboursement en est opéré comme il vient d'être expliqué.

Lorsque le montant des dépenses est supérieur à 50 francs, le chef de poste n'est plus tenu d'en faire l'avance et peut se procurer les fonds qui lui sont nécessaires ou solder le compte des fournisseurs au moyen de traites émises sous sa seule signature à l'ordre soit des bailleurs de fonds, soit des créanciers réels du Trésor.

Les traites nécessaires au règlement des dépenses de la marine peuvent être émises sans autorisation préalable du Département.

Les formules de traites « Marine » à l'usage des autorités consulaires sont extraites d'un registre à souche dont le talon est conservé au ministère de la Marine.

Les demandes de formules faites par les chefs de poste sont adressées par lettre spéciale au Département de la Marine sous le timbre de « Comptabilité générale : Fonds, ordonnances et dépenses d'outre-mer » et en temps utile pour que la chancellerie ne se trouve pas démunie de ces imprimés.

Nous avons vu que les traites sont tirées sur le caissier-payeur central du Trésor Public pour le compte de l'agent comptable des traites de la Marine. C'est lorsqu'elles sont délivrées à l'ordre d'un fournisseur, d'un bailleur de fonds, d'un officier ou fonctionnaire de la Marine ou d'un particulier, qu'elles doivent être établies par primata et duplicata. Lorsqu'elles sont tirées à l'ordre d'un comptable du Trésor Public, elles sont émises par unique de change.

Elles sont payables à trois jours de vue à compter de la date de leur acceptation par le ministre.

Pendant les premiers mois de l'année, les autorités consulaires peuvent avoir à payer concurremment des dépenses imputables aux deux exercices. Il est émis, dans ce cas, deux traites distinctes, une au titre de chaque service, et chacune d'elles porte le numéro de série qu'elle concerne.

Lorsque les administrations de bord ne peuvent régler leurs dépenses avant leur départ, elles remettent à l'autorité consulaire, revêtus des signatures réglementaires, les relevés des sommes restant à payer accompagnées de toutes les justifications prévues par les règlements, notamment de certificats constatant l'exécution de services, délivrés par les autorités de bord et s'il s'agit de fournitures, de déclaration de prises en charge signées par qui de droit.

Après vérification du dossier, l'autorité consulaire comprend ces créances dans sa propre comptabilité avec les autres dépenses qu'elle est appelée à faire pour la Marine.

Pour ce qui est de la solde et des accessoires de solde des officiers et agents qui séjournent ou voyagent à l'étranger sur l'ordre ou avec l'autorisation du ministre, on sait qu'ils sont payables par douzièmes à terme échu, le dernier jour du mois. L'autorité consulaire peut, dans ce cas, assurer le paiement en émettant à l'ordre de l'officier ou de l'agent une traite dont le montant est égal à celui de sa solde et de ses accessoires de solde.

Les officiers et marins de passage dans la résidence d'une autorité consulaire peuvent même demander à cette autorité le paiement d'un acompte de solde.

Les frais de logement et de nourriture, d'entretien des officiers, officiers marinières et marins qui, voyageant isolément ou en détachement, attendent dans un port étranger le passage du paquebot, sont assurés par l'autorité consulaire qui peut, soit leur allouer les indemnités de séjour dont le tarif est fixé par les règlements en vigueur, soit solder directement les frais de logement et de nourriture et éventuellement les frais d'embarquement ou de débarquement de bagages.

En principe, les autorités consulaires n'ont pas à régler le prix de passage du personnel de la Marine sur les bâtiments de commerce français. La remise au capitaine d'une réquisition de passage permet, en effet, à l'armateur de se faire désintéresser lors du retour du bâtiment en France.

A bord des navires de commerce étrangers, le prix du passage est réglé suivant les usages et tarifs locaux.

Quant au prix de transport d'objets de matériel effectué par bâtiment de commerce, il est versé au capitaine ou au créancier réel en échange de sa facture décomptée et acquittée.

Notons enfin que les consuls ne peuvent obtenir aucune allocation directe ou indirecte sur le budget de la marine pour le service dont ils sont chargés en ce qui concerne les bâtiments de l'Etat. Cependant, lorsque le séjour prolongé d'une escadre ou d'une division a constitué un consul en dépenses extraordinaires, il en est quelquefois indemnisé après concert préalable entre les deux départements des Affaires Etrangères et de la Marine sur les fonds de l'un ou l'autre ministère. Nous ajouterons, à ce sujet, qu'il est depuis longtemps entendu que les

consuls ne sont tenus ni de traiter les officiers de marine pendant leurs relâches, ni de faire aucune espèce de dépenses à leur occasion. Un acte de politesse de leur part ne doit pas dégénérer en une source de dépenses pour l'Etat et les consuls ont dès lors à s'abstenir de toute demande d'indemnité, sauf dans les circonstances réellement extraordinaires qui intéressent essentiellement le service et à l'égard desquelles ils reçoivent du reste habituellement, des instructions spéciales ou tout au moins des avertissements officiels. L'apparition fortuite de bâtiments de guerre d'une station navale voisine ou envoyés en croisière pour protéger le commerce, ne rentre évidemment pas dans ce cas.

IX

Désertion d'un membre de l'équipage d'un Navire de Guerre dans un port étranger

L'intérêt des marines militaires de tous les Etats européens et américains a consacré le droit d'intervention des consuls et le devoir de coopération des autorités locales, en vue d'obtenir l'arrestation et l'extradition des marins déserteurs. C'est une règle admise ou tout au moins une pratique observée dans la plupart des Etats des deux mondes que les consuls étrangers ont le droit d'intervenir auprès des autorités compétentes du pays de leur résidence, pour demander que les déserteurs qui leur sont dénoncés par les commandants de leur marine militaire soient poursuivis et arrêtés selon les formes particulières de la législation locale, et que les autorités compétentes du pays de la résidence des consuls doivent sur la réclamation de ces derniers employer tous leurs efforts pour appréhender les déserteurs des bâtiments étrangers, même en dehors d'une stipulation formelle. Un refus de concours, une difficulté opposée par l'autorité étrangère, obligeraient les consuls à en faire l'objet d'une réserve, même d'une protestation formelle, et pourraient avoir, de plus, pour conséquences des mesures de rétorsion, car, en pareille matière, à défaut de conventions spéciales, tout repose sur la réciprocité.

En France, c'est l'article 15 de l'ordonnance du 7 novembre 1833 qui concerne la désertion d'un membre de l'équipage d'un navire de guerre dans des eaux étrangères. Il est ainsi conçu :

« Si des hommes désertent des bâtiments de guerre, le consul, sur la dénonciation qui lui en sera faite dans les formes prescrites par les lois et règlements, interviendra auprès de l'autorité locale pour qu'ils puissent être poursuivis et arrêtés. »

« En cas d'arrestation, la prime sera immédiatement payée aux capteurs, s'ils la réclament, par les soins du consul. »

« Le déserteur sera reconduit à son bord si le bâtiment auquel il appartient n'a pas repris la mer. Si ce bâtiment est

parti et qu'il y ait sur rade d'autres bâtiments de guerre, le déserteur sera mis à la disposition de l'officier commandant en chef. A défaut de bâtiment de guerre, le consul renverra le déserteur en France sur un navire du commerce avec ordre écrit au capitaine de le remettre en arrivant à la disposition de l'administration de la marine et il en rendra compte au ministre. »

« Les frais de passage seront réglés dans ce cas, comme il est dit aux articles 36 et 37 de notre ordonnance du 29 octobre dernier. »

Le rôle du consul, en matière de désertion, est particulièrement délicat, en raison des multiples espèces qui peuvent se présenter.

On sait, tout d'abord que si le déserteur s'est rendu sur un navire privé de même nationalité que le navire de guerre d'où il a déserté, les principes du droit international maritime permettent au commandant du navire de guerre de le faire rechercher directement par des hommes de son équipage et mettre en état d'arrestation. Cette faculté d'agir est, remarquons-le, contraire au principe de la soumission intégrale du navire privé étranger à l'autorité de l'Etat dans les eaux duquel il se trouve. Mais cette exception s'explique par des raisons pratiques : Elle permet d'éviter aux navires de guerre la diminution de leurs équipages par le délit de désertion, sans avoir besoin de recourir au concours des autorités consulaires.

Mais d'autres cas peuvent se présenter. Par exemple, le déserteur se rend sur un navire privé d'une autre nationalité. On peut se trouver alors en présence de deux situations absolument distinctes. Tout d'abord, si le déserteur s'est rendu sur un navire du pavillon d'un état autre que l'état riverain, l'état riverain seul a le droit de procéder à des descentes de police et à des enquêtes à bord des navires privés étrangers. Certes, il a la possibilité de ne pas exercer les pouvoirs qu'il possède, mais cette possibilité n'existe pas à l'égard des autorités de tout autre état que celui du pavillon du navire militaire déserté, car l'état riverain est obligé de protéger contre toute action étrangère les navires privés qui se trouvent dans ses eaux.

En second lieu, supposons que le déserteur se rende à bord d'un navire de l'état riverain. Alors, le commandant du navire déserté ne peut faire les recherches à bord sans avoir

préalablement reçu une autorisation expresse et formelle de l'autorité riveraine.

Lorsque le déserteur s'est enfui à terre, le commandant du bâtiment de guerre ne peut agir directement pour rentrer en possession de cet homme. Il doit donc s'adresser aux autorités de l'état riverain et ce, par l'intermédiaire des autorités consulaires, suivant les règles prescrites par les textes relatifs aux rapports de la marine militaire et des consuls. (Ordonnances du 7 novembre 1833, du 29 octobre 1833 (articles 15, 25, 26) et décret du 20 mai 1885 (article 112).

En matière de désertion, les rapports du consul avec les autorités des bâtiments de la flotte sont réglés de la manière suivante. Le commandant du navire remet au consul les procès-verbaux qu'il a dressé contre les marins déserteurs. Et même, si le commandant a négligé de dresser acte de la désertion et d'en avertir le consul, ce dernier s'il a eu connaissance du fait de désertion en rédigera un procès-verbal dans lequel il réunira, autant qu'il dépendra de lui, tous les renseignements propres à le constater, et il en adressera une expédition aux ministres des Affaires Etrangères et de la Marine.

En général, les choses sont réglées dans les formes suivantes : Lorsqu'un homme de l'équipage déserte, le commandant remet au consul une dénonciation indiquant les nom, prénoms et signalement du déserteur.

Sur le vu de cette dénonciation, le consul réclame aussitôt auprès des autorités locales l'arrestation et la remise des déserteurs et s'ils ne lui sont pas remis avant le départ du navire, il donne au commandant tous les certificats nécessaires et signale les coupables au ministère de la Marine.

Il peut arriver que le consul éprouve des refus ou des difficultés de la part des autorités locales. Dans ce cas, il doit faire les représentations ou protestations convenables et il rend compte à nos ministres des Affaires Etrangères et de la Marine.

Des règles semblables sont adoptées par la plupart des nations. A ce sujet, il n'est pas inutile de se remémorer le cas intéressant du bâtiment allemand « Panther ». En 1905, le commandant de la canonnière « Panther » avait envoyé à terre un détachement en armes pour rechercher un déserteur du bord dans le port brésilien d'Itajahy. Le commandant ne

s'était pas mis en rapport à ce sujet avec les autorités consulaires de son pays. D'autre part, il n'avait reçu aucune autorisation de l'autorité brésilienne. Aussi fut-il très justement désavoué par son gouvernement qui avait été saisi de la protestation du gouvernement brésilien.

A ce sujet, il est juste de rappeler encore ici l'affaire du « Mohican ». Le « Mohican », navire de la marine de guerre américaine se trouvait, au mois de décembre de l'année 1866, dans le port brésilien Saint-Louis de Maranhão. Il se produisit alors le fait suivant : Un officier, alors qu'il se trouvait à terre, dans les rues du port, tira plusieurs coups de revolver sur un des hommes de l'équipage. Le chef de la police locale, bien que ne l'ayant pas inculpé, lui avait toutefois adressé quelques représentations. L'officier américain lui déclara qu'il avait voulu empêcher le matelot de désertir. Le commandant du « Mohican » protesta immédiatement contre les représentations qui avaient été faites à son officier, les considérant comme un affront pour le pavillon des Etats-Unis. Le ministre des Etats-Unis à Rio-de-Janeiro fut, par lui, saisi de l'affaire. Mais il refusa d'intervenir auprès du gouvernement brésilien. Il porta l'affaire devant le Département d'Etat. Celui-ci blâma fortement la conduite des officiers américains et invita le ministre des Etats-Unis à en informer le gouvernement brésilien. Le secrétaire d'Etat Seward s'éleva en ces termes contre l'acte de l'officier américain : « in firing a pistol at a deserter in a street of Maranhão was a breach of the peace, offensive to the dignity of Brazil which the Government of that country may well expect the United States to disallow and censure » (23 janvier 1867).

Existe-t-il pour l'état riverain, en l'absence de convention à cet effet une obligation d'obtempérer aux demandes de remise des déserteurs des navires de guerre, faites par les autorités consulaires ?

A cette question, l'éminent professeur Gidel dans son récent et remarquable ouvrage intitulé : « le Droit International Public de la Mer » a donné une réponse particulièrement intéressante. Écoutons-le plutôt : « Les autorités riveraines requises par les autorités consulaires du bâtiment de guerre, dont un homme a déserté pour gagner la terre pendant le séjour du bâtiment dans les eaux intérieures, de rechercher, d'arrêter et de remettre le déserteur, sont-elles obligées de déférer à cette invitation ? Un arrêt de la Cour

Suprême des Etats-Unis, *Tucker V. Alexandroff* (1902) opine dans le sens qu'aucune obligation juridique n'existe en l'absence de traité à cet égard : l'abandon de la juridiction de l'état riverain ne saurait être présumé à l'égard des faits survenus dans les limites de son territoire. La solution paraît juste : la remise des déserteurs n'est, en l'absence d'un traité, qu'un acte de courtoisie. Et même à titre d'acte de courtoisie, il n'y a lieu à remise des déserteurs au navire de guerre qui les réclame que lorsque le fait de désertion a donné lieu à une réclamation immédiatement consécutive et pendant le séjour de la force navale dans les eaux intérieures de l'état sollicité. »

Il existe en cette matière des clauses conventionnelles. « Ces dispositions sont très anciennes. On peut citer comme un exemple des clauses usitées au XVIII^e siècle, la convention du 30 juillet 1789 entre le Danemark et la République de Gênes. »

Dans toutes les conventions, il est généralement stipulé que les consuls des Etats respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots et toutes les autres personnes faisant régulièrement partie des équipages des bâtiments de leur nation, qui auraient déserté ou qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté desdits bâtiments ; qu'ils recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces marins et autres individus de l'équipage ; ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, par le rôle de l'équipage ou d'autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie de l'équipage ; que sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra leur être refusée ; que lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls et pourront même être détenus dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le pays desdits agents sur un navire de la même ou de toute autre nation, que si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai qu'on détermine (ordinairement dans le délai d'un mois ou deux au maximum), à compter du jour de leur

arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause ; que, néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourrait être différée par les autorités locales, jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

En France, on peut citer la convention avec le Chili, 16 septembre 1846, article 24, avec les Etats-Unis, 23 février 1853, article 9, avec la Belgique, 31 octobre 1881, article 2, avec la Suède, 30 décembre 1881 et enfin une convention avec la Pologne en date du 30 décembre 1925 (article 26). La rédaction de ces conventions est à peu près similaire. Remarquons que la convention passée avec les Etats-Unis contient des règles particulièrement nettes et précises : « Les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie de l'équipage, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation... »

Il arrive souvent que les conventions consulaires contiennent des clauses sur la désertion au commerce, mais ne disent rien sur la désertion concernant la marine de guerre. De nombreux auteurs, notamment Laun, déclarent que dans le doute, il faut appliquer aux navires de guerre les clauses relatives aux navires de commerce. Monsieur Gidel déclare que « cette solution ne serait exacte que si la remise des déserteurs constituait une règle coutumière du droit international public : nous avons conclu à une habitude de courtoisie mais non à une règle juridique. »

Mais encore, il arrive que les conventions relatives à la livraison des déserteurs, au lieu de déclarer nettement que les règles instituées concernent soit les navires de guerre, soit les navires de commerce, se contentent d'employer le mot général de « navires » sans autre indication spéciale. « Dans ce cas, la clause paraît devoir être entendue comme couvrant toutes les catégories de navires, donc les navires de guerre aussi bien que les autres. » (Gidel).

La convention consulaire franco-italienne du 26 juillet 1862, article 14, contenait une clause avec ce terme général de « navires ». Aussi, le 8 novembre 1872 une déclaration des deux états a mis les choses au point définitivement en préci-

sant que la disposition était applicable également « aux marins de tous grades embarqués sur les bâtiments de guerre. »

Cette déclaration de 1872 est ainsi conçue :

« Les gouvernements de France et d'Italie voulant fixer de concert l'interprétation qui doit être donnée à l'article 14 de la convention consulaire du 26 juillet 1862 concernant les déserteurs de la marine sont convenus de ce qui suit.

« Les dispositions de l'article 14 précité sont applicables aux marins de tous grades embarqués sur les bâtiments de guerre comme aux marins faisant partie des équipages de commerce. ». L'alinéa 1^{er} de l'article 14 était le suivant : « Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, qui auraient déserté. »

On peut conclure de cette déclaration interprétative, que toutes les conventions consulaires rédigées comme la convention franco-italienne, par exemple, la convention franco-portugaise du 11 juillet 1866, article 13, doivent être par analogie appliquées à la fois aux navires de commerce et aux navires de guerre.

L'Institut de Droit International dans ses Résolutions de Stockholm (1928) a conservé (article 24) dans une rédaction meilleure et en y ajoutant une précision de détail, les règles de fond qui figuraient dans les Résolutions adoptées par la même association à la Haye en 1898 sur la désertion des bâtiments de guerre. Le texte adopté confirme le droit conventionnel et la pratique existant. Il est ainsi conçu. Article 24 :

« Les déserteurs du navire de guerre arrêtés à terre doivent être remis à l'autorité du bord. Si le navire est parti, ils doivent être mis à la disposition des représentants de cette autorité et retenus aux frais de l'Etat au service duquel le navire se trouve pendant deux mois au plus à compter de la notification aux autorités de l'état du pavillon. Si à l'expiration de ce délai, la remise des détenus n'a pas été demandée, ils sont élargis et ne peuvent pas être arrêtés de nouveau pour la même cause. Le refus de l'autorité territoriale de mettre en état d'arrestation des marins déserteurs sur la demande des officiers du bord peut donner lieu à des récla-

mations diplomatiques, mais n'autorise point ces officiers à faire procéder directement à l'arrestation par des hommes de leur équipage ou à leur requête directe par des agents de l'autorité territoriale. »

L'article 361 du Code Bustamante qui est un « Code de Droit International Privé » adopté à La Havane le 20 février 1928, traite lui aussi la question de la remise des déserteurs des bâtiments de commerce et des bâtiments de guerre. Il s'exprime en ces termes :

« Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires peuvent demander qu'on arrête et remette à bord d'un navire ou aéronef de leur pays les officiers marins ou équipages de leurs navires ou aéronefs de guerre ou marchands qui ont déserté. »

L'article 362 du même code ajoute :

« Aux effets de l'article précédent, ils présenteront à l'autorité locale compétente, en lui en laissant en outre copie authentique, les registres du navire ou de l'aéronef, le rôle de l'équipage ou tout autre document officiel sur lequel est fondée la demande. »

X

Rapports des Consuls et de la Marine de Guerre relatifs à la protection des Français à l'Étranger

Intervention dans les troubles locaux Appel aux Forces Navales

On sait qu'en temps ordinaire nos bâtiments de guerre sont essentiellement chargés à l'étranger d'offrir une protection tutélaire à tous les intérêts français. Lorsque ces navires se trouvent en station ou en relâche dans un pays livré à une guerre civile et où l'autorité locale est elle-même hors d'état de protéger les étrangers, la présence seule de notre pavillon militaire est souvent une garantie salutaire pour nos nationaux. Quelquefois, le bâtiment de guerre se transforme en asile et l'humanité exige encore que cet asile ne s'ouvre pas seulement pour les Français, mais encore pour tous les étrangers privés d'une semblable protection de la part des forces navales de leur nation et pour les sujets même d'un pays qui, victime de dissensions intestines voudraient se réfugier à l'abri de notre pavillon. Nous n'avons pas à rappeler ici combien cette protection toute d'humanité et renfermée dans les limites d'une stricte neutralité a été efficace dans une foule de circonstances et à la suite d'événements dont le souvenir n'est pas encore effacé, mais nous dirons qu'elle ne saurait s'exercer d'une manière utile, complète et surtout juste que par une entente pleine et entière, une communauté de vue absolue entre les commandants et les consuls.

Autant la situation des consuls au milieu des désordres de la guerre civile est grave à cause de la responsabilité toute exceptionnelle qui pèse sur eux, autant la détermination qu'ils peuvent avoir à prendre demande de prudence et de réflexion. Ils ne sauraient sans danger pour leurs nationaux et les intérêts généraux de leur pays se laisser aller à des mesures extrêmes qu'une impérieuse nécessité peut seule excuser et légitimer, mais il ne doivent pas non plus hésiter à les prescrire lorsque la gravité des circonstances le commande.

L'attention avec laquelle ils doivent suivre le cours des événements, leur connaissance acquise des caractères et des dispositions des chefs ainsi que des habitants du pays où ils résident, sont à cet égard les meilleurs guides de leur détermination et en entretenant toujours avec les officiers de la marine militaire des rapports faciles et conformes en tout à l'intérêt du service, ils trouvent en eux, au moment du danger, l'accord et le concours empressé qu'ils peuvent désirer et l'efficace protection réclamée par leurs nationaux et par eux-mêmes.

Nos bâtiments de guerre sont quelquefois appelés à intervenir officieusement dans les luttes intérieures d'un pays en proie à la guerre civile, non seulement dans l'intérêt de nos nationaux mais encore dans celui des habitants même du pays.

A ce sujet, l'article 137 du décret du 20 mai 1885 sur le service à bord des bâtiments de la Flotte déclare :

« Lorsqu'il se présente une circonstance politique de nature à motiver l'intervention d'un ou plusieurs bâtiments et si le commandant en chef n'a pas reçu à cet égard des instructions du ministre de la Marine, il se consulte avec les agents diplomatiques ou les autorités consulaires de France ayant qualité pour prendre l'initiative de cette démonstration. »

« Si le commandant en chef est empêché par des raisons d'hygiène, de service ou autre dont il est seul juge, de donner satisfaction aux demandes écrites et motivées que lui adressent les agents diplomatiques et les autorités consulaires de France, il informe par écrit celui qui en a fait la demande ainsi que le ministre de la Marine des causes qui déterminent son abstention. »

« En pays étranger, le commandant en chef ne doit pas recourir à la force ni à des mesures susceptibles de conduire à l'emploi de la force sans y avoir été spécialement autorisé par le ministre de la Marine, à moins que l'honneur du pavillon ne soit engagé ou qu'il n'ait à repousser une attaque contre le représentant de la France, contre des nationaux ou contre des bâtiments français. »

« Dans les circonstances prévues ci-dessus et autant que cela est possible, le commandant en chef se consulte avec l'autorité consulaire de France, mais il demeure seul juge de l'opportunité d'une démonstration de ses forces pouvant

conduire à engager, sans l'autorisation du ministre, une action militaire. Il est également seul juge des limites dans lesquelles cette action pourrait être exercée. »

Nous avons dit plus haut que nos bâtiments de guerre peuvent quelquefois avoir à intervenir officieusement dans des conflits intérieurs. Dans des circonstances exceptionnelles, cette intervention peut même revêtir un caractère actif et officiel. La conduite à tenir par les consuls dans les cas, d'ailleurs tout à fait exceptionnels, d'intervention directe du gouvernement français dans les luttes politiques intérieures d'une nation étrangère leur est naturellement tracée par les instructions spéciales qu'ils reçoivent alors du département des Affaires Etrangères. Mais la marine elle-même est souvent appelée, dans ces circonstances, à concourir par une surveillance plus active à l'égard des bâtiments étrangers et plus immédiatement encore à l'égard des navires français dont ils contrôlent les mouvements, les cargaisons, les destinations, enfin par un secours effectif prêté aux autorités territoriales soit en facilitant leurs communications, soit en aidant au succès de leurs opérations militaires tantôt par des transports de troupe ou de munitions, tantôt par les entraves qu'ils suscitent aux mouvements de leurs ennemis. Pour bien remplir un mandat délicat, les commandants de nos bâtiments de guerre ne sauraient mettre trop de soin à s'aider de l'assistance des consuls et à tenir ceux-ci au courant de tous les événements de nature à influencer sur les déterminations qu'ils pourraient avoir à prendre de concert.

Si ces cas sont heureusement rares, ils n'en créent pas moins lorsqu'ils se présentent tant aux consuls qu'aux commandants des bâtiments de guerre une obligation impérieuse d'entretenir ensemble les meilleurs rapports de bonne harmonie.

Appel aux Forces Navales

Le cas d'appel aux forces navales est réglé par le titre III de l'ordonnance du 7 novembre 1833. Lorsque, d'après la situation politique du pays, le consul le croit nécessaire dans l'intérêt de l'Etat, ou par suite du danger manifeste, soit pour la sûreté des personnes, soit pour la conservation des propriétés françaises, il peut faire appel aux forces navales qui se trouvent en rade ou dans des parages peu éloignés.

Si ces bâtiments sont réunis en escadre ou en division, cet appel, toujours appuyé d'une communication en forme de note, est adressé à l'officier général ou supérieur commandant en chef.

Si l'appel est adressé à un bâtiment détaché d'une escadre ou division, l'officier commandant doit en référer à l'officier général ou supérieur, commandant en chef, à moins d'obstacles causés par l'éloignement ou par l'urgence.

Lorsque par l'effet de ces obstacles, le commandant d'un bâtiment détaché est forcé de prendre sous sa responsabilité personnelle une détermination immédiate, cet officier doit avoir soin d'en informer par les voies les plus promptes l'officier général ou supérieur commandant en chef l'escadre ou la division et en même temps le ministre de la Marine.

L'officier commandant un bâtiment isolé qui se trouve dans une situation analogue doit rendre compte promptement des faits au ministre de la Marine.

Dans les communications qui sont échangées entre les deux ministères, par l'intermédiaire de leurs agents, pour le cas d'appel aux forces navales, les officiers de la marine doivent avoir soin de faire connaître officiellement et par écrit aux consuls si des ordres antérieurs leur ont ou non assigné des missions que cet appel serait de nature à retarder ou à compromettre.

Si les bâtiments doivent être retenus dans les pays au delà des époques qui ont été fixées par les ordres et instructions du ministre de la Marine, l'officier général ou supérieur commandant en chef et, selon le cas, l'officier commandant un bâtiment isolé doit se hâter d'en rendre compte à ce ministre afin qu'il se mette en mesure d'assurer par d'autres combinaisons l'ensemble du service et qu'il avise, s'il y a lieu de concert avec le ministre des Affaires Etrangères, aux moyens de subvenir à l'excédent de dépenses.

Le consul doit rendre compte de son côté au ministre des Affaires Etrangères de toutes les circonstances qui l'aurait obligé à provoquer cette prolongation de séjour.

Dans les circonstances graves de l'appel aux forces navales françaises, certains consuls ont pensé qu'ils devaient invoquer la haute intervention du ministre de la Marine. C'est là une erreur. D'une part en effet ce mode de procéder entraîne de grands retards dans l'accomplissement du désir exprimé alors

qu'il peut y avoir un intérêt majeur à le satisfaire dans un très bref délai. D'autre part, il serait souvent difficile, en raison des distances, au ministre de la Marine de préjuger les ressources dont les chefs de station disposent au moment de la réception de ses ordres et d'apprécier exactement les facilités d'exécution que présente l'intervention demandée. Pour obvier à ces inconvénients, les agents doivent toujours en pareille occurrence s'adresser directement et immédiatement au chef de la station ou division navale la plus rapprochée de leur résidence.

Tout appel aux forces navales, ainsi que nous l'avons dit plus haut, doit avoir lieu par écrit. Les consuls doivent spécifier en détail, dans ces communications, les motifs qui les portent à faire une pareille démarche et y formuler autant que possible la durée approximative du temps pendant lequel ils auront besoin de l'assistance qu'ils requièrent. Ces indications doivent, comme de juste, aider le commandant de la division ou du bâtiment isolé qui reçoit la réquisition à se décider à prendre sous sa responsabilité une décision immédiate soit en acquiesçant à la demande du consul, soit au contraire en la déclinant, si en y obtempérant il pouvait craindre de compromettre le succès d'ordres antérieurs ou l'issue de la mission spéciale dont il serait chargé.

Les consuls doivent rendre compte à la fois au ministre des Affaires Etrangères et à celui de la Marine de toutes les circonstances qui peuvent les obliger à faire appel aux forces navales, que leur demande ait été ou non accueillie par les officiers commandants auxquels elle était adressée. La responsabilité qui résulte pour eux des conditions mises à l'exercice du droit de faire appel aux forces navales leur impose du reste le devoir de n'en user qu'avec la plus grande mesure et dans les seuls cas de nécessité bien constatée.

Hâtons nous de répéter que lorsque des consuls se trouvent dans le cas d'appeler à leur aide les forces navales de la France, comme par exemple à la suite de graves conflits survenus entre eux et le gouvernement ou les autorités de leur résidence, ils ne doivent jamais aller jusqu'à provoquer, de la part des commandants des bâtiments de guerre, des mesures violentes ou coercitives dans le but d'obtenir immédiatement le redressement des griefs dont ils croiraient avoir à se plaindre, car ce serait là, empiéter sur l'initiative du gouvernement et engager par avance sa liberté d'action.

Ce qu'il faut bien préciser, c'est que le consul doit, autant que possible, se contenter d'une protestation contre les actes qu'il jugerait préjudiciables à nos nationaux ; ce n'est que dans les circonstances qu'il considère comme particulièrement graves qu'il doit faire appel aux forces navales.

On peut d'ailleurs admettre que si un consul venait à dépasser la limite vraie de ses attributions et à abandonner de son propre mouvement le terrain de la discussion pour celui de l'action, les commandants des bâtiments de guerre manqueraient, de leur côté, à tous leurs devoirs s'ils ne refusaient pas leur concours jusqu'au moment où le gouvernement aurait donné l'ordre de revendiquer par la force les justes satisfactions qui nous auraient été déniées.

Les consuls n'ont pas seulement le droit de faire appel aux forces navales françaises pour retenir dans le port de leur résidence les bâtiments qui s'y trouvent de passage, ils peuvent aussi, quoique exceptionnellement, envoyer en mission, c'est-à-dire requérir dans un but d'utilité publique ceux qui y sont stationnés. C'est là un moyen de communication, d'influence et de protection auquel les événements de la politique extérieure peuvent obliger les consuls à avoir recours et dont ils ne sauraient, par conséquent, être privés, mais ils ne doivent en user qu'avec une réserve d'autant plus grande qu'il en résulte souvent pour le Trésor une dépense considérable.

Les instructions du ministre de la Marine prescrivent d'une manière toute spéciale aux officiers commandants, éventuellement appelés à recevoir des réquisitions de la part des consuls de faire à ces agents, dans toutes les circonstances dont l'application leur est laissée, des représentations écrites dans le but de leur faire connaître la dépense que devra entraîner le voyage et de bien constater le caractère officiel et le degré d'ingérence que présente la mission. Les observations une fois faites, si le consul se croit obligé d'insister pour le départ du bâtiment, l'officier commandant doit exécuter la mission qui lui est confiée, sa responsabilité se trouvant complètement dégagée. (Décret du 20 mai 1885). La dépense retombe alors, s'il y a lieu, à la charge de l'agent qui a demandé le départ du bâtiment. Toutes les fois du reste qu'un consul a cru devoir expédier en mission un bâtiment de la Flotte, on sait qu'il doit immédiatement rendre compte au ministre des Affaires Étrangères, des circonstances qui ont

motivé la mesure, en ayant soin, d'ailleurs, pour prévenir toute demande ultérieure d'explication, d'en instruire simultanément le département de la Marine.

Enfin, ajoutons que lorsque pendant le séjour du commandant d'un bâtiment sur une rade étrangère, la sécurité des sujets français est menacée d'un péril imminent, le consul doit s'entendre immédiatement avec le commandant, afin de faciliter leur départ, si les circonstances le permettent, en mettant des canots à leur disposition et donner asile à ceux que peuvent recevoir sans inconvénient les bâtiments en rade.

XI

Relations des Consuls et de la Marine de Guerre en matière d'état civil

Dépôts des Actes de l'état civil et des testaments Procès-verbaux de disparition

Lorsqu'un navire de guerre relâche dans un port où réside un consul, l'officier d'administration doit, conformément aux prescriptions du Code Civil, déposer en chancellerie deux expéditions de tous les actes de naissance, de reconnaissance d'enfant naturel ou de décès reçus à bord pendant la traversée, ainsi qu'un des originaux ou une expédition tenant lieu de second original des testaments qu'il a pu être appelé à dresser.

Les plis cachetés contenant des testaments olographes doivent, sans le moindre retard, être directement transmis par le consul au ministre de la Marine qui en fait le dépôt au greffe de la justice de paix du domicile du testateur.

Quant aux expéditions d'actes de l'état civil, le consul, après les avoir légalisées, doit en conserver une en chancellerie et transmettre l'autre au ministre de la Marine. (Circulaire des Affaires Etrangères du 1^{er} septembre 1884). Mention de l'envoi et du dépôt en chancellerie est portée en marge des actes originaux par les consuls.

Nous rappellerons ici que toutes les fois qu'un bâtiment de l'Etat se trouve en relâche dans un port étranger où réside un consul, l'article 141 du décret du 20 mai 1885, déclare que s'il survient à bord une naissance ou un décès, l'officier d'administration doit en donner avis par écrit au consul, auquel seul il appartient d'en dresser acte, à moins toutefois que le bâtiment mouillé sur rade ne puisse communiquer avec la terre. Dans ce dernier cas, l'acte doit bien être dressé à bord, mais il est prescrit d'y mentionner les causes qui ont empêché sa rédaction en chancellerie et deux expéditions doivent en être remises au consulat, dès que les communications sont rétablies.

Notons en passant que sur une rade étrangère, lorsqu'un décès a lieu à bord d'un navire de guerre français, l'autorité du bord, après en avoir informé l'autorité consulaire de France, s'entend avec elle sur les dispositions à prendre pour l'inhumation et les honneurs funèbres qui doivent être rendus à la personne décédée.

Lorsque les actes ont été reçus par les consuls, l'expédition doit en être transmise au ministre des Affaires Etrangères, même lorsque ces actes concernent des marins, sauf à donner immédiatement avis des décès de marins au ministère de la Marine. Lorsqu'il n'y a pas sur place d'agent consulaire français, l'officier d'administration de bord est encore compétent pour dresser les actes de l'état civil et les expéditions prescrites par les lois sont remises à l'autorité consulaire au premier port où aborde ensuite le navire.

Lorsqu'au lieu d'un décès, il y a simplement à constater la disparition d'un homme tombé à la mer sans qu'il ait été possible de le sauver ou de retrouver son cadavre et soit que l'accident ait eu lieu en mer ou en rade, les consuls ne sont jamais compétents pour rédiger les procès-verbaux : ceux-ci doivent toujours être dressés à bord par l'officier d'administration en présence des témoins du fait. Si l'accident a eu lieu en mer, l'officier d'administration doit à la première relâche, si elle a lieu à l'étranger, dans un port où réside un consul, déposer en chancellerie deux expéditions du procès-verbal dressé par lui. L'une de ces expéditions est conservée en chancellerie et l'autre est envoyée au ministre de la Marine, qui fait le nécessaire.

Si, au contraire, l'accident a lieu pendant une relâche dans un port étranger et que toutes les recherches faites pour retrouver le cadavre de l'individu disparu aient été infructueuses, l'officier d'administration doit encore en dresser immédiatement procès-verbal et remettre au consul deux expéditions authentiques de cet acte.

Si, à la suite des recherches faites par les gens du bord ou à terre sur les bords de la mer, par ordre du consul, le cadavre est retrouvé, son inhumation et l'acte de décès concernent l'officier de l'état civil à terre, c'est-à-dire le consul.

Si l'n'y avait pas d'agent français dans le port où se produit un événement de cette nature, ou si cet agent n'est pas investi des fonctions d'officier de l'état civil, l'officier instrumentaire

dresse l'acte de décès. Lorsqu'au moment du départ du bâtiment, le corps n'a pas été retrouvé, il est prescrit à l'officier instrumentaire d'inviter les autorités locales, dans le cas où la découverte en aurait lieu plus tard, à envoyer une expédition de l'acte de décès dressé par leurs soins, au ministre de la Marine et pour rendre cette mesure plus efficace, il doit leur laisser une expédition du procès-verbal de disparition, ainsi qu'un signalement aussi complet que possible de l'individu disparu.

Dès que les consuls sont mis en possession des actes dressés par les autorités étrangères, ils doivent déposer les originaux dans leur chancellerie et en faire faire des copies littérales, accompagnées au besoin de traductions dûment certifiées qu'ils transmettent au ministre des Affaires Etrangères en se bornant à aviser le département de la Marine de la date de leurs envois.

XII

Devoirs généraux des Consuls en cas de naufrage de Navires de Guerre

La circulaire de la Marine du 1^{er} octobre 1814 déclarait que les dispositions relatives aux naufrages des bâtiments de commerce étaient applicables à ceux de l'Etat.

A l'heure actuelle, pour les uns et les autres, les dispositions relatives au naufrage, se trouvent dans le titre V, articles 55 à 77, de l'ordonnance du 29 octobre 1833.

Tout commandant d'un navire de guerre qui a fait naufrage et qui s'est sauvé, seul ou avec une partie de son équipage, est tenu de faire ou d'adresser à l'agent français le plus rapproché du lieu du sinistre, un rapport détaillé sur les circonstances de la perte du bâtiment. La loi tenant compte de la force majeure, n'a fixé aucun terme fatal pour le dépôt de ce rapport, à la rédaction duquel le commandant doit seulement dans l'intérêt même de sa responsabilité, apporter le moins de retard possible.

La forme de ce rapport varie naturellement, suivant qu'il s'agit d'un véritable naufrage ou d'un simple échouement.

Dans le premier cas, le commandant fait connaître avec la plus grande précision possible le lieu du sinistre, le nom des marins qui auraient péri, l'état du navire et des canots, embarcations et enfin la nature des effets et papiers qu'il a pu sauver.

Dans le second cas, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas eu bris, le commandant ajoute à cet énoncé toutes les indications qui pourraient faciliter le renflouement et le sauvetage du navire ; s'il y a lieu, il complète son rapport en précisant les circonstances, telles que le cas de voie d'eau, d'incendie, de poursuite par l'ennemi qui ont pu le forcer à jeter son navire à la côte. Une expédition de ce rapport doit être transmise au ministère de la Marine, en même temps que l'avis du sinistre et sans attendre l'envoi en France des procédures et liquidations de sauvetage.

L'ordonnance de 1681, déclare : « En cas de naufrage de navires français sur les côtes comprises dans leur arrondissement, les consuls se conformeront aux dispositions prescrites

par la présente ordonnance. Ils se transporteront au lieu de l'échouage, prendront toutes les précautions qui sont en leur pouvoir, pour prévenir le pillage, feront travailler à sauver les effets, se saisiront de tous les papiers de bord, dresseront procès-verbal de l'état du navire, etc. »

En principe, dès qu'un consul a connaissance du naufrage ou de l'échouement d'un navire français sur un point quelconque de son arrondissement, il doit immédiatement prendre ou provoquer les mesures convenables pour qu'il soit porté secours aux naufragés et procéder au sauvetage. Si les premiers avis parviennent à un vice-consul ou agent consulaire, celui-ci est tenu, en prenant les mesures provisoires que l'état des choses peut réclamer, de rendre compte de l'événement sans le moindre retard au consul, sous la direction duquel il est placé et de se conformer ultérieurement aux ordres et instructions qui lui seraient adressés.

Toutes les opérations relatives aux naufrages et sauvetages pouvant être considérées comme impliquant l'exercice extérieur d'une certaine juridiction sur une territoire étranger et comme devant plutôt annuler, tantôt affaiblir les droits administratifs ou autres qui appartiennent aux autorités locales ou territoriales, on conçoit que nos consuls, pour remplir les devoirs généraux que les règlements leurs imposent à cet égard, ont avant tout à se guider d'après les principes du droit conventionnel qui régit les relations entre la France et le pays dans lequel ils résident.

L'utilité de l'intervention exclusive de l'autorité consulaire, en semblable matière, a été si universellement reconnue qu'on peut établir que toutes les puissances maritimes l'ont consacrée, sous la seule condition de réciprocité, soit expressément par des traités, soit tacitement par l'usage qu'elles ont laissé s'établir dans leurs ports. Dans certains pays, Danemark par exemple, l'action des consuls ne peut s'exercer que de concert avec les autorités locales.

Dans les contrées excessivement rares, où la direction et la gestion du sauvetage ne sont pas rangées parmi les attributions consulaires, les agents français n'ont évidemment, dans la limite des usages consacrés et des instructions spéciales dont ils sont munis, d'autre rôle à jouer que celui de surveillants et de protecteurs officieux des intérêts nationaux.

Il va sans dire, au contraire, que partout où, soit en vertu des traités, soit en vertu des principes de réciprocité, les consuls sont autorisés à donner exclusivement des ordres en matière de naufrage, ces agents doivent faire auprès de l'autorité locale qui les aurait devancé sur les lieux du sinistre, les réquisitions nécessaires pour être admis à opérer directement en toute liberté et pour que toute personne non agréée par eux, soit immédiatement obligée de se retirer, moyennant, bien entendu, le remboursement de tous les frais faits à leur occasion.

Pour les seconder dans les opérations de sauvetage, les consuls sont libres d'avoir recours à tels aides, gardiens, dépositaires ou entrepreneurs, qu'ils jugent convenables.

Le premier devoir des consuls, après avoir reçu l'avis d'un naufrage de bâtiment de guerre, est de s'occuper des soins à donner à l'équipage, en faisant administrer tous les secours aux personnes blessées ou noyées.

Lorsque les efforts faits pour rappeler ces derniers à la vie sont demeurés infructueux, les consuls doivent se concerter, s'il y a lieu, avec l'autorité territoriale pour faire constater en dûe forme l'identité des décès, dresser les actes mortuaires et assurer l'inhumation des corps.

Les effets des défunts qui sont recueillis pendant le cours du sauvetage, sont déposés d'office en chancellerie et il est procédé ultérieurement à leur égard, conformément aux règles générales tracées pour la liquidation des successions maritimes.

Tous les papiers de bord provenant d'un naufrage, sont déposés en chancellerie.

Le rapport que le commandant est tenu de faire sur les circonstances de son naufrage, au moment même où il arrive à terre, peut difficilement entrer dans tous les détails nécessaires, pour éclairer d'une manière complète la religion du consul qui le reçoit. Celui-ci ou le chancelier délégué doit donc en arrivant sur les lieux du sinistre, se mettre en mesure de contrôler l'exactitude des faits qui lui sont dénoncés ; c'est le premier devoir qu'il ait à remplir. Les divers textes relatifs à la question, imposent en effet aux autorités consulaires, l'obligation de rechercher les causes des naufrages et des échouements.

En procédant à cette enquête, les consuls ne doivent pas se borner à donner lecture du rapport du commandant aux témoins de l'événement et à leur demander s'ils en reconnaissent l'exactitude, parce que ce mode de procéder a presque, toujours, pour effet certain, l'acquiessement banal des personnes interrogées.

Il faut au contraire que l'enquête soit aussi approfondie que possible, qu'elle ne néglige aucun moyen d'arriver à la découverte de la vérité : examen du navire ou des débris par des experts assermentés, examen des papiers de bord, interrogatoire des hommes de l'équipage qui ne doivent pas seulement être invités à rapporter ce qu'ils ont vu et entendu, mais être pressés de questions multipliées sur toutes les circonstances du sinistre.

Les consuls ont ainsi entre les mains tous les éléments d'une enquête sérieuse. Mais il est indispensable qu'ils soient assistés par des personnes qui aient les connaissances spéciales nécessaires, pour apprécier les faits et les circonstances du naufrage ou de l'échouement. Aussi, il convient qu'ils se fassent seconder par un officier de vaisseau, s'il se trouve un autre navire de guerre dans le port ou sur la rade de leur résidence.

Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que les enquêtes effectuées dans les consulats ne sont que préparatoires et doivent être suivies d'une nouvelle information en France. Aussi, les consuls ne doivent-ils jamais, pour continuer l'enquête à laquelle ils se livrent, négliger les occasions favorables qui peuvent se présenter pour le rapatriement de l'équipage naufragé, il faut lorsque le temps presse, interroger les hommes présents sans se préoccuper d'attendre ceux qui manquent ou les pièces qu'on n'aurait pas sous la main.

Les consuls sont tenus d'envoyer au ministre de la Marine les procès-verbaux, signés de tous les témoins dans lesquels ils ont consigné le résultat de leurs investigations.

Un état de renseignements doit en outre être adressé au ministre de la Marine, aussitôt l'enquête terminée. Cet état dressé en vue de l'établissement de la statistique et de l'étude des naufrages, doit faire connaître tous les renseignements essentiels déjà fournis, l'espèce, l'âge, le tonnage du bâtiment, sa provenance, sa destination, l'effectif de l'équipage, la date et le lieu précis du naufrage, l'état du temps, les

moyens de sauvetage mis en œuvre, l'état du navire à la suite du sinistre, le nombre des victimes, enfin la nature, les causes, les circonstances de l'accident.

Ce n'est qu'après l'accomplissement des devoirs généraux et des formalités préliminaires que nous venons d'indiquer, que commence à proprement parler le sauvetage. Avant cependant d'expliquer en détail la marche que les consuls ont à suivre à cet égard, soit qu'ils dirigent eux-mêmes l'opération, soit que sous leur contrôle immédiat et incessant ils en délèguent le soin au chancelier de leur poste, nous avons ici à consigner quelques observations essentielles qui découlent de la différence des circonstances qui, en cette matière, peuvent provoquer l'intervention officielle de l'autorité consulaire.

Le sinistre d'un bâtiment peut provenir ou d'échouement ou de naufrage ; l'échouement lui-même peut être accompagné de bris. Dans ce dernier cas, les opérations administratives qu'il motive se confondent avec celles d'un naufrage ordinaire, tandis que dans le premier cas, c'est-à-dire lorsque le bâtiment échoue, sur une plage, dans un fleuve, sur un bas-fond quelconque et s'engrave sans être brisé, la marche à suivre est infiniment moins compliquée.

Nous établirons donc tout d'abord, qu'en principe, lorsqu'il y a échouement simple, le commandant n'est point démonté et que le consul n'est alors appelé à intervenir, que pour faciliter les opérations nécessaires au renflouage du navire et à seconder le commandant dans les mesures qu'il peut être amené à prendre.

Mais, si par la position qu'il occupe, le bâtiment engravé obstrue l'entrée d'un port et n'est pas jugé susceptible d'être relevé, le consul peut ordonner sa démolition sur place, mais il ne saurait le faire que sur la réquisition des autorités territoriales ou du commandant, d'après l'avis d'experts assermentés et par un décret dûment motivé.

Le premier soin du consul en procédant au sauvetage, est d'appeler autour de lui pour renforcer l'équipage qui doit être employé de préférence, les ouvriers et manœuvres nécessaires pour accélérer le plus possible les travaux qu'il s'agit d'exécuter. Il passe dans ce but, tous les marchés ou contrats à forfait et règle de gré à gré les prix des journées à fournir et de la location des voitures, charrois ou ustensiles que les circonstances réclament.

Le sauvetage porte d'abord sur tout ce que la mer a apporté à la côte et s'étend finalement ensuite à la coque du navire naufragé.

Les agents sont tenus de pourvoir à l'entretien, à la nourriture et au rapatriement des équipages naufragés, ainsi qu'au traitement des hommes malades ou blessés. Quant aux fournitures d'effets d'habillement, elles doivent être renfermées dans la limite des besoins indispensables.

Pour acquitter les frais et dépenses des sauvetages, les consuls sont autorisés, selon que l'urgence ou les circonstances peuvent l'exiger, à faire procéder à la vente publique de tout ou partie des débris sauvés.

La vente des objets provenant du naufrage ou échouement rentre dans les attributions personnelles et directes des consuls, assistés de leurs chanceliers, toutes les fois que la législation ou les usages du pays n'y mettent pas obstacle.

La vente faite en chancellerie doit avoir lieu avec concurrence et publicité et être par conséquent annoncée à l'avance par des affiches qui en spécifient les conditions. Toute vente doit donner lieu à la rédaction d'un procès-verbal circonstancié énonçant le lieu, le jour et l'heure où la vente est faite, la date de l'ordonnance consulaire qui l'a autorisée, les conditions des enchères, enfin la présence du consul, de son chancelier.

Précisons, qu'avant de mettre en vente les objets naufragés provenant d'un bâtiment de guerre, le consul doit apprécier la gravité des circonstances et la difficulté des transbordements. En outre, il doit en rendre compte au ministre de la Marine pour obtenir l'autorisation de vendre ou à défaut, l'ordre de réexpédier les objets sauvés.

Les consuls ont ensuite pour devoir de rapatrier, c'est-à-dire de faire rentrer le plus promptement possible en France, muni d'une pièce constatant son identité et établissant sa situation, tout Français provenant de l'équipage d'un bâtiment de l'Etat qui se trouve délaissé ou débarqué à l'étranger pour quelque cause que ce soit.

En ce qui concerne les matelots à rapatrier, le premier devoir des consuls est de pourvoir aux besoins urgents de ces marins, tant pour leur subsistance que pour leurs vêtements, chaussures et autres objets indispensables. Ces dépenses auxquelles doit présider la plus sévère économie, leur sont

remboursées sur état nominatif par le département de la Marine.

Autant que faire se peut, les rapatriements de marins doivent s'effectuer par voie de mer et par navire français, la préférence étant donnée aux bâtiments de l'Etat sur les navires de commerce et à défaut de bâtiments français, par bâtiments étrangers.

Lorsque le rapatriement des gens de mer délaissés ou débarqués s'effectue par la voie des bâtiments de l'Etat, le passage est réclamé par le consul dans la forme ordinaire des réquisitions. Il ne donne lieu à une demande de remboursement qu'en ce qui concerne les frais de nourriture, suivant la table à laquelle les rapatriés ont été admis et d'après les tarifs arrêtés par le ministère de la Marine. Celui-ci peut toutefois accorder des dispenses de remboursement aux hommes rapatriés à leurs frais. Les consuls ne doivent pas négliger d'indiquer sur leurs réquisitions de passage ainsi que cela leur est prescrit, la table à laquelle doivent être admis les passagers embarqués sur leur demande, c'est-à-dire les fonctions qu'ils remplissaient sur les bâtiments de guerre à bord desquels ils ont servi en dernier lieu.

Ajoutons que lorsque le rapatriement s'effectue par un navire de commerce français, les consuls n'ont pas à se préoccuper du prix du passage qui est toujours réglé à destination, par les soins des autorités maritimes. Toutes les fois, au contraire que le rapatriement doit s'effectuer en tout ou en partie par voie étrangère, les agents consulaires doivent, à moins d'impossibilité, acquitter eux-mêmes le prix du passage, ainsi que les frais accessoires du voyage.

A propos du rapatriement par un navire de guerre français, le décret du 20 mai 1885 sur le service à bord des bâtiments de la Flotte déclare, dans son article 144 :

« Dans les pays étrangers, le commandant en chef admet à bord des navires placés sous ses ordres, les passagers dont l'embarquement est requis par les gouverneurs des colonies, par les officiers généraux de mer ou de terre, ou par les agents diplomatiques ou les autorités consulaires de France ayant qualité à cet effet. »

« Le commandant en chef peut se refuser à obtempérer aux réquisitions qui lui sont faites lorsque sa mission ou la situation de nos bâtiments est de nature à ne pas permettre l'embarquement des passagers. Il rend compte au ministre des motifs de son refus. »

XIII

Débarquement d'un membre de l'équipage d'un Navire de Guerre en pays étranger

Cas des officiers laissés malades à terre

En ce qui concerne le débarquement d'un membre de l'équipage d'un navire de guerre en pays étranger, l'article 142 du décret du 20 mai 1885 sur le service à bord des bâtiments de la Flotte déclare :

« Le commandant en chef ne peut débarquer et laisser à terre en pays étranger aucune personne embarquée sur les bâtiments placés sous ses ordres sans s'être concerté à ce sujet avec l'autorité consulaire de France. »

« Toute demande de débarquement doit être faite par écrit et accompagnée des pièces suivantes en double expédition : »

Certificat constatant les moyens d'existence.

Renonciation à tout droit de réclamer un rapatriement gratuit. »

Une expédition de ces pièces reste entre les mains du commandant en chef, l'autre est remise à l'autorité consulaire de France dans le port où le débarquement a lieu.

A défaut d'autorité consulaire, le débarquement ne peut avoir lieu sans le consentement des autorités locales.

Notons que le commandant en chef peut débarquer et renvoyer en France toute personne appartenant à un bâtiment placé sous ses ordres se trouvant dans une des situations suivantes :

1° Maladie ou blessure grave dûment constatée et de nature à rendre impropre au service ;

2° Expiration d'engagement volontaire ;

3° Prévention de crime ou délit, lorsqu'un conseil compétent ne peut être réuni sur les lieux.

L'arrêté du 28 octobre 1910, sur le service à bord des bâtiments de la marine de guerre ordonne :

« Lorsqu'il y a lieu d'envoyer une personne quelconque de l'équipage à l'hôpital ou dans une maison de santé en pays étranger, le commandant prescrit qu'indépendamment des pièces qui doivent accompagner le malade, il soit adressé directement à l'autorité consulaire de France, qui en donne reçu sur le registre réglementaire, un billet d'hôpital contenant les renseignements relatifs à la filiation de ce marin et à sa situation au service. »

Ainsi donc, lorsqu'au moment de son départ, un bâtiment de l'Etat laisse à terre, pour cause de maladie ou blessure, des officiers ou marins de son équipage, le consul doit pourvoir à l'acquittement des dépenses qui peuvent en être la suite et assurer le rapatriement ultérieur des délaissés, soit sur un autre bâtiment de guerre, soit par la voie des navires de commerce français ou étrangers. (Décret du 7 mai 1879).

On sait que les frais de traitement du personnel de la Marine dans un hôpital étranger sont décomptés sur un état indiquant pour chaque malade ou blessé le nom, le grade, la provenance, les dates d'entrée et de sortie, le nombre de jours de traitement, le prix de la journée et le montant de la dépense. A l'appui de cet état, il est produit la facture acquittée de l'administration de l'hôpital.

Toutes les avances faites à terre par les consuls pour journée d'hôpital ou de rapatriement des marins de l'Etat leur sont ainsi remboursées sur état par le ministre de la Marine. Mais cette disposition ne s'applique d'une manière aussi générale qu'aux officiers et aux hommes de l'équipage, c'est-à-dire aux marins ; relativement aux domestiques civils embarqués qui peuvent être traités dans les hôpitaux aux frais de la marine, il existe des règlements spéciaux.

En principe, tout domestique civil reconnu avoir été blessé au service doit être reçu dans les hôpitaux maritimes et être traité aux frais de l'état ; pour tout autre cas de maladie bien et dûment constatée, les domestiques des officiers généraux et commandants, lorsqu'ils ne sont pas payés par l'état et ont seulement droit à la ration, doivent être traités dans les hôpitaux civils aux frais de la marine, mais ils doivent être renvoyés en France par les occasions les plus favorables dès qu'ils sont en état de supporter la traversée. Ceux de l'état-

major qui ont un traitement fixe en sus de leur ration doivent être traités comme les précédents, soit que leur débarquement ait entraîné la suppression de leur solde, soit qu'ils continuent à appartenir aux bâtiments. Tous les autres domestiques payés par l'Etat doivent être traités en cas de maladie aux mêmes titres et conditions que les marins composant les équipages des bâtiments. Hors les cas qui viennent d'être spécifiés les domestiques des officiers de marine ne peuvent, à l'étranger, être admis dans les hôpitaux qu'autant que ces officiers se rendent personnellement garants envers le département de la Marine du prix des journées de traitement. Ces dispositions sont d'une exécution très simple ; en s'y conformant, les consuls doivent cependant, lorsqu'il ont à se rembourser sur la marine d'avances faites, pour le traitement à terre de domestiques, avoir soin de ne pas se borner, comme pour les marins, à faire connaître la provenance des malades, mais indiquer encore les conditions spéciales de leur débarquement.

XIV

Les Consuls et l'armement en course

Aujourd'hui la course est abolie. Cette abolition résulte de la déclaration du 16 avril 1856, signée au Congrès de Paris sur la proposition du délégué français comte Walewski, par les cinq grandes puissances de l'Europe : Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse et Russie. Cette déclaration a été acceptée par presque tous les autres Etats.

Seuls l'Espagne, les Etats-Unis et le Mexique refusèrent d'accéder à la déclaration de Paris, en sorte que la course fut pratiquée dans la guerre de sécession américaine.

Par un acte du 18 janvier 1908, l'Espagne a déclaré accéder à la déclaration de Paris. Le Mexique y a adhéré à son tour le 13 février 1909. Les Etats-Unis seuls ont refusé de s'y associer.

C'est ici que se place une remarque particulièrement intéressante : l'abolition de la course n'est obligatoire qu'entre les puissances qui ont adhéré à la déclaration de Paris. Il suit de là que, dans toute guerre où les Etats-Unis seraient impliqués, l'usage de la course serait licite.

En semblable circonstance, quel rôle doivent remplir les consuls de France ?

En temps de guerre, si d'après des conventions faites avec les puissances chez lesquelles les consuls sont en résidence, les négociants français sont autorisés à s'armer en course, les consuls doivent, en demandant au ministre de la Marine les lettres de marque nécessaires, lui faire connaître la solvabilité de l'armateur, la réputation de l'armateur, celle du capitaine qui doit commander, l'espèce et le tonnage du bâtiment, la force de l'équipage que le navire doit recevoir, le nombre et le calibre des canons qu'il peut porter.

Les consuls ne doivent pas délivrer les lettres de marque expédiées par le ministre avant d'avoir reçu le cautionnement exigé par les règlements, lequel cautionnement est destiné à ménager au propriétaire illégalement capturé la possibilité

d'un recours efficace contre le capteur et est aussi la garantie des droits des équipages et de ceux de la caisse des Invalides de la Marine.

Les consuls doivent viser et faire enregistrer sommairement en leur chancellerie les lettres de marque, dont la durée part alors du jour où elles sont délivrées par eux et, dans aucun cas, à moins d'une permission spéciale du Ministre, ils ne peuvent prolonger la durée des lettres de marque.

Les consuls doivent exercer la police la plus attentive sur les armateurs en course ; ils sont même autorisés, sauf à en rendre compte immédiatement au Ministre, à retirer provisoirement les lettres de marque des corsaires qui, par leur conduite, compromettraient les intérêts de l'Etat et le pavillon national.

Les consuls se rappelleront enfin que la discipline à bord des corsaires est la même que celle prescrite pour les équipages des navires de guerre et que, suivant la nature de leurs délits, les marins doivent être punis d'après les lois pénales et par les tribunaux militaires maritimes.

XV

De l'embargo ou arrêt de prince

D'après les principes généraux du droit des gens, tels qu'ils se trouvent sanctionnés par plusieurs de nos traités, aucun navire marchand ou de guerre ne peut être retenu de force dans un port étranger, ni employé d'autorité pour le service public d'un pays autre que celui dont il porte le pavillon ; les mêmes principes s'opposent à ce qu'on mette en réquisition forcée, pour servir en guerre, les matelots embarqués sur des navires étrangers. Le cas échéant et, après en avoir référé à qui de droit, nos consuls devraient agir comme dans le cas de capture illégale et réclamer énergiquement contre l'application de l'embargo ou de l'arrêt de prince aux navires français.

XVI

Débarquement à l'Étranger de détachements en armes

L'article 145 du décret du 20 mai 1885 déclare à ce sujet :

« Le débarquement en pays étranger pour exercice, cérémonie ou tout autre motif, d'hommes en armes appartenant à un navire de guerre, est interdit, à moins qu'il n'y ait eu à ce sujet entente préalable entre le commandant du bâtiment et les autorités consulaires d'une part et les autorités locales de l'autre. »

L'article 138 du même décret traite de l'emploi de la force en pays étranger. Il s'exprime ainsi :

« Le commandant d'un navire de guerre ne doit pas, en pays étranger, recourir à la force ni à des mesures susceptibles de conduire à l'emploi de la force sans y avoir été spécialement autorisé par le ministre de la Marine, à moins que l'honneur du pavillon ne soit engagé ou qu'il n'ait à repousser une attaque contre le représentant de la France, contre des nationaux ou contre des bâtiments français. »

« Dans les circonstances prévues ci-dessus et autant que cela est possible, le commandant se concerte avec l'autorité consulaire de France, mais il demeure seul juge de l'opportunité d'une démonstration de ses forces pouvant conduire à engager sans l'autorisation du ministre une action militaire. Il est également seul juge des limites dans lesquelles cette action peut être exercée. »

Notons que lorsque le commandant du bâtiment de guerre interviendra, ce sera toujours sous sa propre responsabilité.

Lorsqu'un commandant est muni d'instructions précises au sujet d'une intervention, le fait est simple en lui-même. Dans

le cas contraire, il est difficile de déterminer la forme et les limites d'une action de cette nature et de décider s'il y a lieu ou non de l'exercer.

Un principe indiqué par Pérels peut servir ici d'exemple et de guide parce qu'il remplit, à notre avis, les meilleures conditions de sagesse, de prudence et cependant de fermeté.

« Lorsque l'action, dit-il, s'opère sur la réquisition d'un agent politique, elle se fixe d'après les renseignements qu'il donnera et dans les limites qu'il indiquera, mais les mesures militaires seront prises par le commandant et sous sa responsabilité.

« Tandis que la responsabilité incombe au représentant de l'Etat en ce qui concerne l'opportunité politique de l'intervention, le commandant seul doit juger si les mesures militaires et maritimes sont exécutables, et c'est en se plaçant à ce seul point de vue qu'il aura à répondre aussi complètement que possible à la réquisition de l'agent. »

Dans certains pays dépourvus de souveraineté sérieuse, où l'autorité publique n'existe pour ainsi dire pas, un agent consulaire d'une nation quelconque peut se trouver dans la nécessité de recourir à l'assistance d'un bâtiment de guerre dont le pavillon n'est pas l'emblème du solliciteur. C'est ce qui a eu lieu à Apia (archipel des Samoa) en septembre 1877, lors de l'intervention du croiseur français, le « Seignelay » commandé par le capitaine de vaisseau Aube. Voilà succinctement les faits, tels qu'ils résultent, du rapport de cet officier :

« Dans la nuit du 25 au 26 septembre 1877, je reçus du consul des Etats-Unis une lettre dans laquelle il requérait officiellement mon assistance contre des citoyens des Etats-Unis rebelles à son autorité. Il se regardait comme en danger à terre, sa vie étant menacée par ces mêmes citoyens. »

Le commandant du « Seignelay », après avoir mûrement réfléchi, promit l'assistance demandée.

« Je me rendis à terre le lendemain, accompagné d'un officier et de cinq hommes. Je vis le consul américain et lui tins ce langage : « En ce qui touche votre vie, elle est dès à présent sous la protection du pavillon français. Quant à l'assistance que vous requérez de moi sur des sujets américains rebelles à votre autorité légitime, je suis disposé à vous

l'accorder, mais aux conditions expresses suivantes, acceptées sans réserves aucunes :

1° Vous prendrez l'entière et absolue responsabilité de tous vos actes comme représentant des Etats-Unis. — 2° Vous n'agirez que contre des personnes soumises à votre juridiction.

« Le lendemain, un détachement fut mis à la disposition du consul américain. L'officier du « Seignelay » qui le commandait avait reçu les instructions suivantes :

Arrêter toute personne que vous désignera le consul américain s'il affirme que cette personne est soumise à sa juridiction. Repousser toute agression, éviter toute provocation. En un mot, donner force à la loi américaine représentée par le consul américain sous la seule responsabilité de ce dernier, n'agissant et ne pouvant agir lui-même que dans les limites de ses pouvoirs et de sa juridiction. »

Le consul américain voulut d'abord rentrer en possession de ses archives et de la maison consulaire d'où on l'avait chassé. Voici comment s'exprime à ce sujet le rapport déjà cité.

« Dans la nuit du 21 septembre, vers 10 heures, une troupe d'hommes armés, aux ordres d'un sieur Hunt, vint entourer une maison sur laquelle en vertu de ses pouvoirs consulaires et de la délégation à lui faite de ses propres pouvoirs consulaires, le consul américain avait apposé les scellés du gouvernement américain. Ces hommes demandèrent l'entrée de la maison et déclarèrent qu'ils allaient en briser les portes si elles ne leur étaient pas ouvertes. La marshal des Etats-Unis protesta, mais en vain. Les hommes brisèrent les scellés, chassèrent le consul après l'avoir menacé et malmené. »

C'est à la suite de ces événements que le détachement du « Seignelay » remit le consul américain dans sa maison, au lieu et place du sieur Hunt qui l'en avait chassé. Celui-ci protesta, mais en vain. Les hommes brisèrent les scellés, chassèrent le « Seignelay », mais le sieur Hunt, sujet anglais, pria son consul, à Apia, de protester également pour violation de son domicile par les marins français. Il y eut au sujet de ce nouvel incident un échange de notes entre Londres et Paris où l'on trouva sans doute que le jeu n'en valait pas la chandelle. L'amiral Serres, qui commandait en chef la division navale

dont le « Seignelay » faisait partie, blâma le concours prêté au consul américain d'Apia, probablement parce qu'il entrevoyait une complication à propos de la prétendue violation de domicile visée par les protestations anglaises. Le ministre fut, lui, d'un avis contraire et donna gain de cause au commandant Aube.

En conclusion, cette intervention du « Seignelay » en faveur d'un consul étranger était-elle justifiable ? A notre avis oui, parce qu'on se trouvait alors dans une situation particulière résultant de l'impuissance de l'autorité locale d'Apia. Mais, ce qui était possible à Apia où la civilisation était alors à l'état d'embryon, ne l'est pas ailleurs de la même manière ; du reste, les incidents de l'espèce en question ne se produisent jamais dans un pays où tout fonctionne régulièrement.

XVII

Refuge à bord de Bâtiments de Guerre de personnes étrangères à l'équipage

En cas de troubles politiques en pays étranger, le commandant en chef donne, s'il le juge convenable, asile aux personnes fuyant un danger imminent, qui ne peuvent se réfugier sur des bâtiments de leur nationalité.

A moins d'urgence, il s'entend préalablement avec les autorités consulaires de France.

Dès que les circonstances le permettent, il les fait débarquer en un lieu où leur sécurité soit assurée.

Ainsi s'exprime l'article 148 du décret du 20 mai 1885.

En principe, lorsque des individus se réfugient à bord de bâtiments de guerre dans des eaux intérieures étrangères, il faut tout d'abord mettre en relief l'idée capitale que le commandant d'un navire de guerre a des pouvoirs absolument discrétionnaires à l'égard des individus réfugiés à son bord. Ce pouvoir discrétionnaire concerne « l'admission ou la conservation à son bord d'individus étrangers à l'équipage qui viennent chercher à l'ombre de son pavillon une protection à l'encontre des autorités locales.

Ce droit discrétionnaire, qui, en vertu du droit international, appartient en matière de refuge au commandant du navire de guerre dans les eaux intérieures étrangères, peut être retiré au commandant par des dispositions d'ordre interne des autorités du pavillon. Celles-ci ont en effet le droit d'ordonner au commandant de se conformer aux indications données par certaines autorités nationales, par exemple les autorités consulaires.

Ortolan déclare : « Ce pouvoir du commandant d'apprécier s'il conservera ou non les réfugiés qui ont été embarqués à

bord cesse lorsqu'il s'agit de réfugiés embarqués par ordre et dont le commandant a été chargé par les autorités diplomatiques ou consulaires. Alors ce n'est plus à lui à recevoir les réclamations qui lui seraient adressées ; il ne peut que renvoyer les réclamations à son gouvernement ; il n'a même plus la faculté d'expulser de lui-même de pareils réfugiés de son bord. »

Cette pratique du refuge a joué bien des fois dans la vie maritime internationale, notamment à propos des esclaves fugitifs réfugiés à bord des navires de guerre.

A ce sujet, il est utile, au point de vue des rapports de la marine de guerre et des consuls, de considérer les fluctuations de la pratique britannique au cours du XIX^e siècle concernant le refuge des esclaves fugitifs à bord des bâtiments de la marine de guerre britannique.

En 1876, le Gouvernement anglais créa une Commission Royale chargée d'étudier la question du refuge des esclaves. (Royal Commission on fugitive slaves). Les travaux de cette Commission, qui constituent une très belle documentation sur la matière, aboutirent au résultat suivant : La Commission déclarait que les navires de guerre de la Marine Royale Britannique ne devraient pas être considérés comme un lieu d'asile pour les esclaves. A l'issue de ces travaux, et sur le rapport de Sir James Fitzjames Stephen, des instructions furent envoyées aux navires de la marine de guerre.

« Dans tous les cas où l'officier décide de ne point retenir à son bord l'esclave fugitif, disent les instructions, il examinera quelle manière d'agir sera la plus utile à l'esclave, soit de le remettre à terre, soit de lui permettre de gagner la côte, soit de le livrer à l'agent diplomatique ou consulaire anglais le plus proche, soit de le remettre aux autorités locales. Il ne contraindra jamais l'esclave à quitter le navire sans s'assurer que cette mesure ne provoquera pas de mauvais traitements dont l'esclave aurait à souffrir du chef de son évasion.

Enfin l'article 22 des instructions de 1879, complétées en 1880, qui remplace les dispositions d'une circulaire du 5 décembre 1875, détermine de la façon suivante les règles que les commandants des navires de guerre britanniques doivent suivre à l'égard des esclaves fugitifs. Il est ainsi conçu :

« Si une personne, dans les eaux territoriales étrangères, réclame votre protection pour le motif qu'elle est tenue en

esclavage contrairement aux traités avec la Grande-Bretagne, vous devez recevoir cette personne jusqu'à ce que vous ayez été à même d'examiner la véracité de ces déclarations. Cet examen devra avoir lieu après vous être mis en rapport avec l'autorité consulaire britannique la plus proche, et vous devez régler votre attitude ultérieure sur le résultat de cet examen. » (« This examination should be made if possible after communication with the nearest British consular authority and you should be guided in your subsequent proceedings by the result. »)

XVIII

Fonctions des Consuls en matière de Prises

L'ordonnance du 7 novembre 1833, en son titre V, articles 28, 29, 30, 31, s'occupe des rapports des consuls et de la marine militaire relatifs aux prises.

Si des navires ont été arrêtés par des bâtiments de guerre français sous la prévention de piraterie ou de traite des noirs et conduits en relâche dans un port étranger, le consul doit pourvoir aux besoins desdits navires sur la demande de l'officier conducteur.

Si ces navires sont hors d'état de reprendre la mer, le consul fera constater, suivant les formes légales, le fait d'innavigabilité et il fera procéder à la vente desdits navires ainsi qu'au débarquement de la cargaison.

Il en rendra compte au ministère de la Marine et lui transmettra les pièces de bord et les pièces relatives à l'instruction préparatoire.

Jusqu'à ce qu'il ait été statué par les tribunaux compétents sur la validité de la prise, les fonds provenant de la vente du navire seront conservés à titre de dépôt dans la caisse de la chancellerie.

Il en sera de même du produit des marchandises dans le cas où leur état de détérioration obligerait à en faire la vente.

Lorsqu'il s'agit de prises effectuées en temps de guerre, les consuls de France en résidence dans des ports étrangers exercent, si les traités le permettent, les attributions exercées en France par les administrateurs de la marine. En principe, une prise ne peut être amenée dans un port neutre que pour cause d'innavigabilité, de mauvais état de la mer, de manque de provisions ou combustibles. Elle doit repartir aussitôt que la cause qui en a justifié l'entrée a cessé. (Article 21 de la 13^e convention de 1907). Par tempérament cependant à la

rigueur de ces règles, on sait qu'une puissance neutre peut permettre l'accès de ses ports et rades aux prises, lorsqu'elles y sont amenées pour être laissée sous sequestre en attendant la décision du tribunal de prises.

Lorsque les traités conclus entre la France et les puissances chez lesquelles ils résident ne s'y opposent pas, les consuls, nous dit le règlement du 27 mars, 1800, procèdent à l'apposition et à la vérification des scellés qui doivent être mis sur les prises faites par les bâtiments de la marine de guerre, à l'interrogatoire des équipages capturés, à l'inventaire des pièces de bord; ils reçoivent les rapports et les font affirmer, ils instruisent tant sur les circonstances de la prise que sur ce qui peut être relatif au bâtiment capturé et à sa cargaison.

Pour tous les actes, les consuls se font assister de deux assesseurs choisis s'il est possible parmi les citoyens français immatriculés et établis dans le port de leur résidence.

Ils adressent au ministre de la Marine l'instruction de la prise et les pièces de bord en originaux dont ils gardent des copies collationnées. Ils sont chargés de l'exécution des décisions du tribunal des prises et leur concours est nécessaire dans tous les actes qui sont la suite de ces décisions.

Si les marchandises, en tout ou en partie sont sujettes à déperissement, ils sont autorisés à les faire décharger pour être mises en magasins en attendant la décision du tribunal des prises; ils peuvent même faire procéder à la vente provisoire, mais il faut que la nécessité en soit constatée par un procès-verbal de visite faite par des experts parmi les négociants connus et établis, mais aucune cargaison ne peut être vendue en bloc à moins d'une autorisation spéciale du ministre.

Les ventes doivent être faites publiquement en présence de deux assesseurs précédemment désignés et, s'il est possible, des représentants des équipages capteurs et des propriétaires ou consignataires du bâtiment capturé. Le produit de la vente provisoire est déposé dans la chancellerie qui, en pays étranger, représente la caisse des Invalides de la Marine.

Les consuls doivent adresser exactement au ministre de la Marine une expédition double de toutes les prises vendues dans leur arrondissement; ces états présenteront le détail des dépenses de toute nature, feront connaître le produit net des

prises et seront accompagnés de toutes les pièces justificatives de la légalité de la vente et des dépenses qu'elle aura occasionnées.

Les consuls feront parvenir ensuite au ministre de la Marine le produit de la vente des prises faites par les navires de guerre : ces fonds seront ordinairement envoyés en traites, à moins d'instructions particulières, et à l'ordre du trésorier général de la caisse des Invalides de la Marine.

Les consuls, ajoutons-le, doivent adresser directement au ministre de la Marine toutes les pièces qui devront servir à la liquidation des prises faites par les bâtiments de l'Etat.

D'autre part, les prisonniers provenant des bâtiments capturés par les bâtiments de l'Etat peuvent être remis aux agents de leur gouvernement. Dans ce cas, les consuls doivent retirer de ces agents un reçu nominatif portant promesse et obligation de faire tenir compte de leur échange par un pareil nombre de prisonniers français du même grade. Ces récépissés doivent être envoyés au ministre de la Marine pour en réclamer l'exécution de la part des puissances intéressées.

XIX

Dispositions que doivent prendre les Consuls après le départ des Navires de Guerre

Lorsque des officiers ou marins membres de l'équipage d'un navire de guerre ont été laissés à terre à l'étranger pour cause de maladie, le consul est chargé de pourvoir à l'acquittement de la dépense qu'ils occasionnent. « A défaut d'autres bâtiments de guerre ou présents ou annoncés pour une époque rapprochée, le consul assurera le retour de ces marins en France par la voie des navires de commerce. »

« Il se remboursera de toutes ses avances sur le ministère de la Marine. »

De plus, si un navire de guerre a été contraint, par un appareillage subit ou pour toute autre cause, d'abandonner des ancres, des chaînes, des embarcations ou de laisser à terre des effets et munitions quelconques, le consul doit prendre immédiatement les mesures que lui indiquent les instructions qui lui sont adressées soit pour le cas particulier, soit pour les fait de l'espèce en général. A défaut d'instructions, le consul doit se guider d'après ce que la prudence doit lui suggérer pour le bien du service. Et il doit rendre compte des faits et des résultats au ministre de la Marine.

En fait, le consul fait retirer les ancres, veiller à la conservation de tous les effets abandonnés ou délaissés, et les fait diriger, si cela est possible, sur le port français le plus voisin et par la première occasion qui se présente. Quand il rend compte de cela au ministre de la Marine, il le fait sous le timbre de la direction de la comptabilité générale (bureau de la comptabilité des matières). S'il s'agit de denrées laissées à terre et qui n'ont pu être embarquées avant le départ du bâtiment, les consuls doivent joindre à l'avis donné par eux au ministre un procès-verbal constatant l'importance et la valeur exacte des objets auxquels il se rapporte.

Néanmoins, les consuls sont autorisés à faire vendre ceux de ces objets qui leur paraîtraient trop défectueux ; ils peuvent également les faire vendre dans le cas où les frais de leur

envoi dans un port de France ne devraient pas être au moins compensés par l'utilité dont ces objets pourraient encore être pour le service. L'article 25 de l'ordonnance du 7 novembre 1833 déclare en effet :

« Si, d'après les instructions qui auront été données au consul ou d'après la détermination qu'il aura cru devoir prendre lui-même, en raison soit de l'état de dépérissement, soit de la cherté ou de la difficulté du transport, les objets provenant des navires de guerre doivent être vendus sur les lieux en tout ou partie : la vente ne pourra se faire que par voie d'adjudication publique. »

L'aliénation est poursuivie par la voie des enchères avec publicité et concurrence et si une première adjudication a été tentée sans succès, la vente peut être consentie de gré à gré.

En cas de vente il est dressé un procès-verbal détaillé que le consul adresse avec toutes les pièces justificatives au ministre de la Marine.

En outre, le consul transmet aussitôt le produit de la vente au même ministre qui en fait effectuer le versement au Trésor, conformément aux prescriptions réglementaires sur la comptabilité publique. Habituellement le produit des ventes est transmis en une traite sur Paris à l'ordre du caissier central du Trésor Public.

XX

Rapports des Agents consulaires et de la Marine de Guerre

Lorsque des bâtiments de guerre français se disposent à entrer dans le port de leur résidence, les agents consulaires doivent immédiatement se rendre à bord pour offrir leurs services. Ils doivent se mettre à la disposition des commandants afin de leur fournir tous les renseignements qui peuvent leur être utiles.

S'il régnait dans ce port quelque maladie épidémique ou contagieuse, ils devraient au préalable en donner avis aux officiers commandants. Ils font d'ailleurs toutes les démarches nécessaires pour préparer et maintenir le bon accord entre les officiers commandants et les autorités locales. Ils éclairent les commandants sur les honneurs qui sont à rendre à la place, d'après les règlements ou les usages, et ils instruisent de ce que font aussi à cet égard les principaux pavillons étrangers. Ils leur donnent toutes les informations qui peuvent intéresser le commerce maritime, leur facilitent toutes communications avec la terre et leur fournissent tous les renseignements propres à les éclairer sur les mesures et les usages de la localité.

Quant à la passation des marchés, elle est entièrement dévolue aux administrations de bord ; les agents doivent seulement donner à celles-ci des notions utiles tant sur les moyens de ravitaillement que sur le plus ou moins de probabilité d'obtenir un bon service des divers soumissionnaires qui se présenteront. Ils légalisent les marchés ou conventions, les pièces justificatives à produire, ainsi que les certificats constatant le cours du change et s'appliquent en outre à guider et à aider les officiers commandants pour le placement de leurs traites de bord aux meilleures conditions.

Dans le cas exceptionnel où le départ subit des bâtiments de guerre a mis le conseil d'administration de bord dans

l'impossibilité absolue de régler et d'acquitter quelques frais de pilotages, loyers de bateaux, etc., les agents consulaires sont autorisés à les payer et à transmettre les pièces justificatives de ces dépenses au consul dont ils relèvent, lequel la leur rembourse immédiatement et la comprend dans ses états de comptabilité trimestrielle avec le département des Affaires Etrangères, parmi les dépenses de trésorerie (avances pour divers correspondants administratifs).

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES :

MM.

- D'ANETHAN..... *Précis des règlements consulaires.*
BLANCARD..... *Du Consul de mer et du Consul sur mer.*
BOREL..... *De l'origine et des fonctions des Consuls.*
BOUSQUET..... *Agents diplomatiques et consulaires.*
De BUSSY..... *Dictionnaire des Consuls.*
CALVO..... *Le droit international théorique et pratique.*
CHEVREY-RAMEAU ... *Répertoire diplomatique et consulaire.*
De CLERQ et VALLAT. *Formulaire à l'usage des Consuls.*
De CLERQ et VALLAT. *Guide pratique des Consuls.*
De CUSSY..... *Dictionnaire du Diplomate et du Consul.*
De CUSSY..... *Règlements consulaires des principaux états maritimes.*
DESAINT..... *Actes et attributions juridiques des Consuls (Thèse).*
DIDOT..... *Guide pratique des agents consulaires.*
DONNADIEU..... *Les Consuls de France (Thèse).*
DOUILLARD..... *Traité de l'administration des bâtiments de l'Etat.*
FAUCHILLE..... *Traité de Droit international public.*
FERGUSON..... *Manual of international Law for the use of navies
colonies and Consulates.*
FOURNIER et NEVEU.. *Traité d'administration de la Marine.*
FRAENKEL..... *Les Consuls et Agents consulaires de France à
l'étranger.*
FRANCESKI..... *Le régime consulaire français.*
GIDEL..... *Le droit international public de la mer.*
HÉRITTE..... *Guide formulaire à l'usage des agents consulaires.*
De LAIGUE..... *Revue d'histoire diplomatique.*
LE DEUC..... *Les Consuls (Thèse).*
LEHR..... *Manuel théorique et pratique des agents diplomatiques
et consulaires.*
LE MOINE..... *Droit maritime et diplomatie.*
LEROY..... *Les consuls et les ambassades.*
De MARTENS..... *Guide diplomatique.*
MEUSCH..... *Manuel pratique du Consulat.*
De MILTITZ..... *Manuel des Consuls.*

MM.

MONNET.....	<i>Manuel diplomatique et consulaire.</i>
De MORAINVILLE.....	<i>Les Consuls négociants (Thèse).</i>
PIEDELIEVRE.....	<i>Précis de Droit international public.</i>
PILLAUT.....	<i>Manuel de Droit consulaire.</i>
PRADIER-FODÉRE.....	<i>Traité de Droit international européen et américain.</i>
SALLES.....	<i>L'institution des consulats, son origine, son développement au moyen âge chez les différents peuples.</i>
SALLES.....	<i>Les origines des premiers consulats de la nation française à l'étranger.</i>
STOWELL.....	<i>Le consul, fonctions, immunités, organisation (Thèse).</i>

PUBLICATIONS :

France	<i>Bulletin officiel de la Marine.</i> <i>L'Europe Nouvelle (1920) Henry MYLÈS : Comment perfectionner notre organisation consulaire.</i>
Angleterre	<i>General instructions for H. M. Consuls.</i>



TABLE DES MATIÈRES

I. — Introduction	5
II. — Comment sont réglées les fonctions des Consuls dans leurs rapports avec la marine militaire	7
III. — Correspondance des Consuls avec le ministère de la Marine...	9
IV. — Passage des Consuls à bord des navires de guerre.....	13
V. — Arrivée de navires de guerre français dans un port étranger...	15
VI. — Droit de police sur les navires de commerce français en rade ou dans le port.....	19
VII. — Concours des Consuls pour la conclusion des marchés des navires de guerre.....	23
VIII. — De l'intervention des Consuls dans l'acquittement des dépenses de la flotte à l'étranger	29
IX. — Désertion d'un membre de l'équipage d'un navire de guerre dans un port étranger.....	35
X. — Rapports des Consuls et de la marine de guerre relatifs à la protection des français à l'étranger (Intervention dans les troubles locaux. Appel aux forces navales)	43
XI. — Relations des Consuls et de la marine de guerre en matière d'état civil.....	51
XII. — Devoirs généraux des Consuls en cas de naufrage de navires de guerre.....	55
XIII. — Débarquement d'un membre de l'équipage d'un navire de guerre en pays étranger (Officiers ou marins laissés malades à terre.	63
XIV. — Les Consuls et l'armement en course.....	67
XV. — De l'embargo ou arrêt de prince.....	69
XVI. — Débarquement à l'étranger de détachement en armes	71
XVII. — Refuge à bord de bâtiment de guerre de personnes étrangères à l'équipage	75
XVIII. — Fonctions des Consuls en matière de prises.....	79
XIX. — Dispositions que doivent prendre les Consuls après le départ des navires de guerre.....	83
XX. — Rapports des agents consulaires et de la marine de guerre....	85
Bibliographie.....	87

P.-M. LENAIN.

Vu : *le Président,*

DE LA PRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

Vu : *le Doyen,*

BERTHÉLEMY.

